

Single Market NEWS

The Newsletter of DG XV - Internal Market and Financial Services

No 4

June 1996

EN POINT DE MIRE

- Services financiers: un Livre vert pour répondre aux attentes des consommateurs 2
- Simplification législative: lancement de l'initiative SLIM 4
- Fonctionnement du Marché Unique: encore du pain sur la planche 6
- Compatibilité normes internationales/directives comptables 14
- Libre circulation des personnes: première réunion du Panel de haut niveau 16
- Commercial communications: Commission adopte Green Paper 18

EXPLICATIONS

relatives à la PARTIE 2 de la

DECLARATION A L'IMPOT DES PERSONNES PHYSIQUES

EXERCICE D'IMPOSITION 1995

(revenu de l'année 1995)

Préambule

La présente brochure explicative concerne la partie 2 de la déclaration des personnes physiques (les renseignements relatifs à la partie 1 de la déclaration figurent dans un autre document explicatif séparé).

Les contribuables du secteur agricole, culturel, artistique ou sportif qui sont imposables suivant des modalités particulières doivent également compléter la déclaration, si leur situation est spécialement destinée.

Cette brochure explicative ne fait pas partie intégrante de la déclaration et ne doit être utilisée que pour compléter la déclaration. Elle ne se remplace pas.

Vous trouverez dans cette brochure les numéros et les intitulés des rubriques de la déclaration de sorte que vous pourrez facilement localiser l'explication qui s'y rapporte.

Si malgré les explications fournies, vous éprouvez encore des difficultés, n'hésitez pas à demander des renseignements complémentaires au service de taxation qui est mentionné sur la première page de la partie 1.

Modifications.

Les textes de ces explications qui ont subi des modifications essentielles par rapport à l'exercice d'imposition précédent, sont signalés par une ligne

cadres XII à XVII, au cadre XVIII, n° 1 et au cadre XIX, les années qui concernent le mari figurent dans la première colonne et celles qui concernent l'épouse dans la seconde colonne.

Pour l'année du mariage, du divorce, de la séparation de corps ou du décès d'un des conjoints, pour les années suivant celle de la séparation de fait et pour les années durant lesquelles un des conjoints a reçu au moins un montant déterminé de revenus professionnels (297.001 F pour l'année 1995) qui sont exonérés par convention et ne sont pas pris en considération pour le calcul de l'impôt afférent aux autres revenus du ménage, des déclarations distinctes doivent toutefois être souscrites; pour ces années les époux sont en effet considérés comme des isolés, ce qui implique notamment qu'ils ne doivent compléter que la colonne de gauche des cadres XII à XVII, du cadre XVIII, n° 1 et du cadre XIX et qu'un conjoint ne peut attribuer une quote-part de ses revenus professionnels à l'autre conjoint.

Manque de place.

Lorsque, pour une rubrique déterminée de la déclaration, le nombre de lignes disponibles est insuffisant pour mentionner tous les renseignements nécessaires, vous devez:

- a) mentionner sur la déclaration le total des montants (revenus, dépenses, précomptes, etc.) à déclarer;
- b) fournir, dans une annexe, les détails nécessaires.

DOSSIER SPECIAL

INSERT

Vers de nouvelles orientations pour la politique fiscale communautaire



Commission Européenne
European Commission
Europäische Kommission

EXPLICATIONS

relatives à la PARTIE 2 de la

DECLARATION A L'IMPOT DES PERSONNES PHYSIQUES

EXERCICE D'IMPOSITION 1996

(revenus de l'année 1995)

SINGLE MARKET
news

Préambule.

La présente brochure explicative concerne la partie 2 de la déclaration à l'impôt des personnes physiques (renseignement relatif à la partie 2 de la déclaration figurant dans la brochure explicative relative).

Les contribuables exerçant une activité agricole ou une profession libérale ou qui sont imposables sur le revenu des bénéfices industriels et commerciaux doivent compléter la feuille de calcul qui leur est spécialement destinée.

La brochure explicative ne fait pas partie de la déclaration, elle n'est donc pas à joindre à celle-ci. Elle ne saurait être utilisée pour compléter la déclaration.

Tous renseignements complémentaires sur les modalités de remplissage de la déclaration de revenus peuvent être obtenus en consultant les notices relatives à l'impôt sur le revenu.

Malgré les explications fournies, vous ne pouvez pas éviter les difficultés, n'hésitez pas à vous adresser à votre conseiller fiscal pour obtenir des renseignements complémentaires au sujet de la déclaration de revenus.

cadres XII, XVII, au cadre XVIII, n°1 et au cadre XIX, les couples qui concernent le mari figurent dans la première colonne et celles qui concernent l'épouse dans la seconde colonne.

Pour l'année du mariage, du divorce, de la séparation de corps ou du décès d'un des conjoints, pour les années suivant celle de la séparation de fait et pour les années durant lesquelles un des conjoints a recueilli au moins un montant déductible de revenus professionnels (207 500 F pour l'année 1995) qui sont exonérés par convention et ne sont pas pris en considération pour le calcul de l'impôt, les revenus du ménage, des déclarations distinctes doivent toutefois être souscrites, pour ces années les époux sont en effet considérés comme des seuls, ce qui implique notamment qu'ils ne doivent compléter que la colonne de gauche des cadres XII à XIX du cadre XVII, n°1 et du cadre XIX et qu'un conjoint ne peut attribuer une quote-part de ses revenus professionnels à l'autre conjoint.

S O M M A I R E

ACTUALITÉ DU MARCHÉ INTÉRIEUR

- **Services financiers: un Livre vert pour répondre aux attentes des consommateurs** 2
- **Simplification administrative: lancement de l'initiative SLIM** 4
 - Technical rules: individuals may invoke rights before national courts 5
 - Cooperation on law enforcement: problem solving for businesses and citizens 5
- **Fonctionnement du Marché Unique: encore du pain sur la planche** 6
 - Résultats du Conseil Marché Intérieur du 28/5/96 7
 - Operation of the Single Market: Mr Monti at the ECOSOC 8
 - TAIEX: Workshop Programme 8
 - Citizens First: launch by November 96 8

SERVICES FINANCIERS

- Banking: Commission proposes improvements to supervisory rules 9
- Payment systems: settlement finality and collateral security proposal 10
- Credit institutions: more cross-border branching in the Single Market 11
- Communication sur la 2ème directive bancaire avant l'été 11

DOSSIER SPÉCIAL / SPECIAL INSERT

- VERS UNE NOUVELLE APPROCHE DE LA POLITIQUE FISCALE VOIR PAGES CENTRALES
- TOWARDS A NEW DIRECTION IN TAX STRATEGY SEE CENTRE PAGES

DROIT DES SOCIÉTÉS

- Le GEIE: un outil de coopération transnationale très utile 12
- Report on 5 years of harmonized consolidated accounts: encouraging results 13
- **New Accounting Strategy: First results** 14

LIBRE CIRCULATION

- **Libre circulation des personnes: première réunion du Panel de haut niveau** 16
 - Right to vote and to stand as a candidate in municipal elections 16
 - Schengen: élargissement aux pays nordiques 17

MEDIAS ET SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

- **Commercial communications: Commission adopts Green Paper** 18

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE

- Résultat des consultations sur le Livre vert modèle d'utilité 20
- Effective protection of 15 years for plant-protection inventions 20

INFRACTIONS

- Marchés publics: la Commission poursuit la Grèce devant la Cour 21
- Marchés publics: la Commission saisit la Cour à l'encontre de l'Autriche 21
- Ciment: envoi d'une lettre de mise en demeure à la France 22
- Precious metals: reasoned opinions sent to Ireland and Portugal 22

A LA COURT DE JUSTICE

- 23

AU JOURNAL OFFICIEL CE

- 25

Single Market news

EDITORIAL

by John Mogg



With its proposals for a "Confidence Pact: Action for Employment in Europe", the Commission has underlined that creating jobs remains at the top of the European Union's political agenda. Harnessing the full potential of the Single Market is a key component within this Pact, together with ensuring a macro-economic climate conducive to sustainable growth and job creation, reforming the labour market and focusing EU structural funds and EIB loans on job creation.

The Single Market creates job opportunities in a number of ways. By introducing greater competition within the EU, the Single Market stimulates commercial dynamism and prepares business for the rigours of competition on world markets. Competitive business and commerce are essential to sustainable employment. By facilitating mobility amongst employers and job-seekers, the Single Market also contributes to matching people with relevant skills and experience to employers' requirements, filling jobs that would otherwise be left vacant.

In recognition of the Single Market's contribution, the Pact outlines a series of initiatives on three fronts: filling the remaining gaps in Single Market rules and ensuring the rules are applied in practice; enhancing the competitive environment for business in Europe and helping small and medium-sized enterprises to make the most of Single Market opportunities.

As Single Market Commissioner Mario Monti stressed to the 28 May Internal Market Council (see page 6), the gap is still too wide between Member States' declarations of support for the Single Market and their actions on the ground when it comes to applying and enforcing the rules. The Pact therefore calls on Member States to ensure that draft legislation to implement all the key Directives on public procurement, investment services, intellectual property and company law is presented to their parliaments before the end of 1996. It also calls for the Council to adopt by the end of the year proposals on the European Company Statute, the legal protection of biotechnology inventions and the internal market in electricity.

A number of other Commission initiatives which should further assist job creation are in the pipeline or underway. The Commission is drafting a White Paper on the excessive restrictions which currently hamstring high value-added services, such as financial and audiovisual services. It is pursuing the SLIM exercise with the Member States (see page 4), with a view to the job creation benefits of legislative simplification, and continuing the review of taxation policy launched by Finance Ministers at Verona (see Special Insert). Another White Paper will address the elimination of obstacles to the free movement of workers and individuals, building on the report due from the High-Level Panel chaired by Simone Veil (see page 16).

The Pact is due to be discussed by the Florence European Council on 21-22 June.

A handwritten signature in blue ink that reads "John Mogg". The signature is stylized and written in a cursive-like font.

Services

Un Livre vert pour répondre

Summary

A Green Paper aimed at ensuring that consumers get a fair deal from financial services within the Single Market was adopted by the Commission on 22 May 1996. The Green Paper seeks to identify consumers' requirements and preoccupations in the field of financial services (banking, insurance, securities trading), particularly when these services are sold at a distance. Interested parties are invited to submit their written comments on the Green Paper by 15 October 1996. On that basis, the Commission will assess whether consumers' needs are met adequately by existing legislation and what further initiatives may be needed.

La Commission a adopté le 22 mai 1996 un Livre vert visant à garantir que les consommateurs de services financiers bénéficient du Marché Unique¹. Ce Livre vert vise à identifier les besoins et les préoccupations des consommateurs dans le domaine des services financiers (banque, assurance, valeurs mobilières), en particulier lorsque ces services sont vendus à distance. Les parties intéressées sont invitées à soumettre leurs commentaires sur le Livre vert d'ici au 15 octobre 1996. A la lumière de ceux-ci, la Commission évaluera si les besoins des consommateurs sont convenablement satisfaits par la législation existante et quelles initiatives pourraient être nécessaires.

Le but de la Commission est de faire en sorte que les consommateurs individuels soient assurés de pouvoir profiter du Marché Unique des services financiers, notamment en termes de concurrence accrue sur les prix et de qualité du service, tout en bénéficiant d'une protection appropriée.

1. Garanties offertes actuellement

Le Livre vert s'attache tout d'abord à examiner de quelle manière la législation communautaire existante prend en compte les intérêts des consommateurs:

- **Concurrence:** les bénéfices d'une plus grande concurrence en termes de prix et de qualité du service peuvent être considérables. Par exemple, sur le marché allemand des assurances automobiles, le coût des primes a baissé et il y a un plus grand choix de polices, tandis qu'en Belgique, les sociétés françaises vendent maintenant des produits de capitalisation en assurance-vie qui n'étaient pas disponibles auparavant. Cela dit, certaines directives communautaires n'ont pas été transposées à temps ou ne l'ont été que partiellement. C'est le cas, par exemple, en France, en Belgique et en Finlande où des systèmes-standard de bonus-malus sont

imposés dans le domaine de l'assurance automobile (voir Single Market News N°3 p.6).

- **Information:** la législation communautaire existante prévoit une série de dispositions visant à améliorer l'information des consommateurs. Par exemple, les consommateurs doivent être informés dans le domaine des:

- **services bancaires:** de l'existence des systèmes de garantie des dépôts et, dans le cas du crédit à la consommation, des conditions contractuelles, du taux annuel effectif global et des procédures de résiliation. Une fois adoptée, la proposition de directive sur les virements transfrontaliers exigera que les consommateurs soient informés sur le prix et les délais d'exécution des virements.
- **assurances:** des aspects essentiels du contrat (durée, droits d'annulation, loi applicable, procédures de plainte, etc.).
- **valeurs mobilières:** sur les prospectus d'admission à la cote et d'offre publique, et sur l'information des détenteurs de parts de fonds communs de placement.

Protection juridique: la législation communautaire exige notamment que des garde-fous spécifiques soient mis en place. Par exemple:

- **services bancaires:** tous les Etats membres doivent avoir un système de garantie des dépôts avec un plafond d'indemnisation qui ne soit pas inférieur à 20.000 ECU (15.000 ECU à titre transitoire dans certains pays).
- **assurance:** la loi applicable à un contrat est normalement celle du pays où le preneur d'assurance réside de sorte que les assurés sont soumis à des règles de contrat qui leur sont plus familières. En assurance-vie, les directives exigent que les clients aient un délai de réflexion de 14 à 30 jours pour se rétracter d'un contrat qu'ils ont signé.
- **valeurs mobilières:** une directive en cours d'adoption exigera que les Etats membres aient un système d'indemnisation des investisseurs semblable au système existant pour les banques.



financiers:

aux attentes des consommateurs



Voies de recours: la législation communautaire comprend également des dispositions spécifiques pour obliger les Etats membres à faire en sorte que les consommateurs soient informés des moyens de recours à leur disposition. La proposition de directive sur les virements transfrontaliers exige que les Etats membres garantissent aux consommateurs l'accès à des moyens efficaces pour résoudre leurs litiges.

L'ensemble de la législation communautaire qui garantit la stabilité et l'intégrité des fournisseurs de services financiers dans le Marché Unique (solvabilité, adéquation des fonds propres, supervision, interdiction des délits d'initiés et du blanchiment de l'argent, mesures contre la fraude) sauvegarde aussi les intérêts des consommateurs. Dans certains cas, les Etats membres n'avaient pas de législation dans ces domaines avant l'introduction des directives communautaires.

2. Répondre aux préoccupations des consommateurs

Le Livre vert identifie également un certain nombre de problèmes qui préoccupent les consommateurs en particulier dans le cas des transactions transfrontières. Il s'agit, par exemple:

- du refus des prestataires de services financiers de vendre des services financiers à des non-résidents;
- du manque d'information et de conseils professionnels (surtout dans le secteur bancaire);
- d'activités frauduleuses de la part d'intermédiaires non réglementés (commissions excessives, manque d'information sur les produits proposés);
- de difficultés dans le respect des contrats (tant nationaux que transfrontaliers) et dans l'interprétation des contrats;
- du manque d'harmonisation fiscale (il peut être difficile de déduire des primes d'assurance-vie ou des remboursements de prêts hypothécaires contractés dans un autre Etat membre);
- d'indemnisation des victimes en cas d'accident entre un véhicule d'un Etat

membre et un véhicule "en visite" d'un autre Etat membre (cette situation tombe en dehors du système actuel de carte verte et les victimes peuvent rencontrer des difficultés pour obtenir une indemnisation appropriée).

Tendances futures

Enfin, le Livre vert examine les tendances futures en ce qui concerne la commercialisation des services financiers, y compris la vente à distance. La vente à distance des services financiers aux consommateurs va augmenter significativement avec le développement de la Société de l'Information, ajoutant une nouvelle dimension au Marché Unique. Ces développements vont surtout faciliter la prestation des services financiers au delà des frontières, mais nécessitent en même temps un renforcement des moyens pour assurer une protection adéquate des consommateurs. Le Livre vert aborde également certaines questions clés qui nécessitent d'être examinées de manière plus approfondie: nécessité d'une information préalable et de délais de réflexion, vente non sollicitée (services fournis sans le consentement explicite du client) ou utilisation non sollicitée de moyens de communication à distance (automates d'appel, télécopieurs).

Une audition pour toutes les parties intéressées sera organisée dans les mois à venir pour mettre la Commission en mesure d'entreprendre des actions ultérieures. Des contributions écrites peuvent être envoyées à:

Monsieur le Directeur Général - DG XV
Commission européenne
Rue de la Loi 200
B-1049 Bruxelles

Fax: (+32 2) 295.65.00
E-mail: John.MOGG@dg15.cec.be

¹ Ce Livre vert a été adopté à l'initiative de Mario Monti, commissaire responsable des services financiers, et de Mme Emma Bonino, commissaire en charge de la politique des consommateurs.

Resümee

Am 22. Mai 1996 hat die Kommission ein Grünbuch angenommen, mit dem die Wahrung der Verbraucherinteressen im Bereich der Finanzdienstleistungen sichergestellt werden soll. In diesem Dokument wird versucht, die Anforderungen und Besorgnisse der Verbraucher auf dem Gebiet der Finanzdienstleistungen (Bank- und Versicherungswesen sowie Wertpapierhandel) zu benennen, die besonders dann große Bedeutung erlangen, wenn diese Dienstleistungen nicht vor Ort verkauft werden (Fernverkauf). Alle beteiligten Seiten werden gebeten, der Kommission ihre schriftlichen Kommentare zu diesem Grünbuch bis zum 15. Oktober 1996 zu übermitteln. Auf dieser Grundlage wird die Kommission prüfen, ob den Verbraucherbedürfnissen durch die bestehenden Rechtsvorschriften angemessen Rechnung getragen wird und welche künftigen Maßnahmen u.U. zu ergreifen sind.

Références:
COM(96)209 du
22/5/1996.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter
Laura Mosca DGXV/C-4
TEL: (+32.2)296 16 61
FAX: (+32.2)295 07 50
E-mail: C4@dg15.cec.be

Simplification législative:

Les résultats du projet-pilote SLIM attendus en novembre 1996

Le Conseil Marché Intérieur du 28 mai 1996 a donné son appui au lancement du projet-pilote SLIM (Simpler Legislation for the Single Market)¹. Le but de cette initiative est d'explorer, à travers la simplification législative et administrative, les moyens de réduire les contraintes et d'alléger les formalités qui pèsent sur les entreprises du fait de la complexité de certaines législations. Pour l'heure, il s'agit d'un projet-pilote qui examinera les possibilités de simplifier la législation dans quatre secteurs:

- Infrastat (le système de collecte de données sur le commerce intra-communautaire)
- les matériaux de construction
- la reconnaissance mutuelle des diplômes.
- les plantes ornementales

Aux yeux de la Commission, le projet-pilote doit servir de test pour évaluer de manière rapide et efficace les possibilités de simplification de la législation existante. C'est pourquoi, l'exercice a été concentré sur quatre secteurs (pour d'autres secteurs, comme les marchés publics, les denrées alimentaires ou les machines, des travaux d'évaluation de la législation existante sont déjà en cours selon des méthodes plus traditionnelles) et que le travail sera mené par de petits groupes composés d'environ quatre experts des Etats membres et quatre personnes directement affectées par les législations en question (entreprises des secteurs concernés, professionnels, etc.), chaque équipe étant présidée par un représentant de la Commission. Cette méthode pragmatique devrait permettre aux groupes de tirer des conclusions et de présenter un rapport au Conseil dès le mois de novembre prochain. La Commission fera des propositions formelles pour simplifier la législation dans ces quatre secteurs si nécessaire et envisagera d'étendre l'initiative SLIM à d'autres secteurs, si la méthode de travail choisie se révèle efficace.

L'exercice portera non seulement sur la législation communautaire, mais également

sur les législations nationales. Les enquêtes auprès des entreprises ont en effet révélé que les législations nationales sont souvent identifiées comme étant à l'origine de problèmes et de tracasseries administratives pénalisant le bon fonctionnement du Marché Unique. C'est pourquoi le projet de résolution invite les Etats membres à participer à l'exercice en procédant eux-même à une analyse de leurs législations ayant un impact sur le Marché Unique et d'en discuter ensuite au sein du Comité consultatif du Marché Intérieur, qui rassemble des représentants des Etats membres.

Cette initiative s'inscrit dans la perspective du "Pacte pour l'emploi" du président Jacques Santer (voir éditorial de Single Market News). Une législation plus simple sera plus facile - et donc mieux - appliquée. Elle améliorera le fonctionnement du Marché Intérieur et la compétitivité des entreprises et contribuera ainsi à renforcer la lutte contre le chômage qui est tout à fait prioritaire aux yeux de la Commission.

¹ *Le Royaume-Uni a systématiquement bloqué toutes les décisions qui devaient être prises à l'unanimité lors de ce Conseil pour marquer son mécontentement face à la position de l'Union dans l'affaire des "vaches folles". Une résolution du Conseil concernant la simplification législative n'a pu être officiellement adoptée pour cette raison, mais aucun Etat membre ne s'est opposé quant au fond à la résolution.*

Pour plus d'informations,
vous pouvez contacter
Anthony Dempsey
DGXV/A-1
TEL: (+32.2)295 73 57
FAX: (+32.2)296 09 50
E-mail: AI@dg15.cec.be

Inapplicability of national technical rules: *Individuals may invoke rights before national courts*

The protection of individual rights in the Single Market was taken a step further by the Court of Justice in an important ruling of 30 April 1996¹. The ruling confirms the case law on protection of individual rights arising from Internal Market rules in the Court's "Brasserie du Pêcheur" and "Factortame" rulings². The new case concerns the failure of Belgium to notify to the Commission rules laying down technical requirements for alarm systems to be sold in Belgium. The Court's ruling clarifies the rights that individuals may invoke when Member States have not notified new draft technical rules.

Member States are required to notify new draft technical regulations to the Commission under Council Directive 83/189/EEC. The objective of the Directive is to prevent the creation of new national obstacles to intra-Community trade. Member States are also required to postpone the adoption of the draft technical regulation for 3 months from the day the Commission has received their notification. This allows the Commission and other Member States to examine and propose modifications to the new draft technical regulations.

In the Belgian case the issue at stake was exactly what rights individuals could derive from the Directive. The Court found the above-mentioned obligations of the Directive unconditional and sufficiently precise to be invoked by individuals directly before national courts. If these obligations were invoked against a national regulation which had been adopted without prior notification or without respect of the duty to postpone its adoption, the regulation would be unenforceable against the individuals. This interpretation of the Directive follows the interpretation of the Commission as stated in its Communication concerning the non-respect of certain provisions of the Directive³ and confirms the Court's case law on individuals' rights in the Single Market developed in the 'Francovich' case (19 November 1991) and the 'Brasserie du Pêcheur' and 'Factortame' cases referred to above.

¹ Case C-194/94 of 30/4/1996.

² See *Single Market News* N°3 of April 1996, p.2 and 3

³ See *EC Official Journal* N°C245 of 1/10/1986, p.5.

For more information,
contact Peter Wessman
DGXV/B-I
TEL: (+32.2)299 12 27
FAX: (+32.2)295 71 91
E-mail: BI@dg15.cec.be

Cooperation on law enforcement : *Problem solving for businesses and citizens*

The Internal Market Council of 28 May 1996 noted general support for the text of a draft resolution on cooperation between administrations for enforcement of Internal Market law¹.

Member States have already established some 1200 inter-administration contact points responsible for enforcement in 18 priority areas (see *Single Market News* N°3), but it was suggested that further steps should be taken to ensure more effective cooperation in areas where it is still weak (such as technical legislation for industrial products) and to use the existing networks for a faster resolution of problems. The draft resolution calls in particular for the rapid establishment in each Member State of "points of access" to

national administrations for businesses and for citizens who are encountering problems in the operation of the Single Market (such contact points already exist in Denmark, Ireland and the UK). These should be linked to authorities that enforce the Single Market rules, which are not generally accessible to the public, but which exchange information among themselves using the existing networks. These additional steps particularly help small and medium-sized enterprises and citizens to exercise their rights in the Single Market.

¹ The Resolution was not formally adopted because of a reservation of the United Kingdom related to the "mad cow disease" affair and will be submitted to a future Council for adoption.

For more information,
please contact
Tom Massie DGXV/A-I
TEL: (+32.2)295 37 44
FAX: (+32.2)296 09 50
E-mail: AI@dg15.cec.be



Fonctionnement du M

M. Monti demande aux Etats membres de

L'écart est encore trop important entre les déclarations des Etats membres et leurs actions dans la pratique lorsqu'il s'agit d'appliquer les règles du Marché Unique, a indiqué Mario Monti au Conseil Marché Intérieur du 28 mai 1996 à Bruxelles. Le commissaire a invité les Etats membres à résoudre rapidement et sur une base décentralisée les problèmes du Marché Unique et de veiller à ce que les entreprises et les citoyens aient accès à des points de contact au sein des administrations nationales vers qui ils peuvent se tourner en cas de problèmes. Il a également rappelé aux Etats membres les récents arrêts de la Cour de Justice clarifiant l'application du droit communautaire au niveau national.

M. Monti a précisé que le Marché Unique est l'une des politiques de l'Union européenne qui reçoit une approbation quasi universelle. Le Marché Unique est d'ailleurs à l'origine de l'amélioration de la compétitivité et donc d'une plus grande concurrence, de dynamisme, de croissance économique et de création d'emplois. Cependant, a indiqué le commissaire, l'expérience montre que les Etats membres ont encore beaucoup à faire lorsqu'il s'agit de faire du Marché Unique une réalité pour les citoyens et les entreprises. Il y a toujours trop d'exemples où les entreprises et les citoyens sont empêchés de se prévaloir des droits qui leurs sont pourtant garantis par les règles du Marché Unique. S'assurer que ces règles soient réellement appliquées doit rester une des principales priorités des Etats membres, a indiqué M. Monti en invitant les Etats membres à collaborer avec la Commission pour trouver ensemble des solutions pragmatiques aux problèmes concrets que rencontrent les entreprises et les citoyens.

Le dernier rapport de la Commission sur la transposition indique que beaucoup de règles essentielles du Marché Unique n'ont toujours pas été mises en oeuvre dans le droit national des Etats membres. Au 15 mai 1996, les Etats membres devaient encore transposer 7,4% des 219 directives du Livre blanc de 1985 sur le Marché Intérieur et 10,3% de l'ensemble des mesures Marché Unique. En chiffres

absolus, cela représente pas moins de 173 mesures nationales qui auraient dû être mises en oeuvre par les Etats membres dans le cadre du Marché Unique et qui manquent toujours. Le Danemark vient en tête des "bons élèves" de l'Europe en ayant transposé 99,5% des mesures du Livre blanc. Parmi les nouveaux Etats membres, seule la Suède se situe parmi les premiers, tandis que la Finlande et l'Autriche accusent toujours d'importants retards, notamment dans le secteur des contrôles vétérinaires.

Des problèmes de transposition (transposition non-conforme ou très tardive) subsistent toujours dans certains secteurs-clé:

- marchés publics:

les notifications accusent presque systématiquement un retard de plusieurs mois. A ce jour, il reste 17 cas de directives pour lesquelles les mesures nationales de transposition n'ont pas encore été communiquées bien que le délai soit expiré, dans certains cas, depuis des années. A l'heure actuelle, il y a 38 procédures d'infraction qui ont été ouvertes à l'encontre des Etats membres pour non-transposition ou transposition incorrecte des directives "marchés publics".

- assurances:

les problèmes principaux concernent la transposition des directives de la troisième génération, notamment la directive 92/49/CEE sur l'assurance non-vie et la directive 92/96/CEE concernant l'assurance vie. A la suite d'un premier examen, il semblerait que dans la plupart des cas la transposition n'est pas complète ou conforme à ces directives. L'Espagne et la Grèce ont toutes les deux été renvoyées devant la Cour pour ne pas avoir mis en oeuvre ces directives et il y a encore 18 cas où les Etats membres n'ont pas notifié les mesures de transposition.

- propriété intellectuelle et industrielle:

les directives sont transposées avec du retard et souvent seulement après l'engagement de procédures d'infraction.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter
Laura Gatti DGXV/A-I
TEL: (+32.2)299 16 03
FAX: (+32.2)296 09 50
E-mail: AI@dg15.cec.be

Marché Unique: mettre les bouchées doubles

EN BREF

Résultats du Conseil
Marché Intérieur du
28/5/1996

On peut citer à titre d'exemple la directive 92/100/CEE, relative au droit de location et de prêt et certains droits voisins du droit d'auteur, qui doit encore être transposée par cinq Etats membres.

- libre circulation des personnes:

le problème principal dans ce secteur est le retard avec lequel les Etats membres

transposent la directive 92/51/CEE concernant le deuxième système général pour la reconnaissance des formations professionnelles. Pour l'heure, seuls sept Etats sur quinze ont adopté les mesures nationales de transposition.

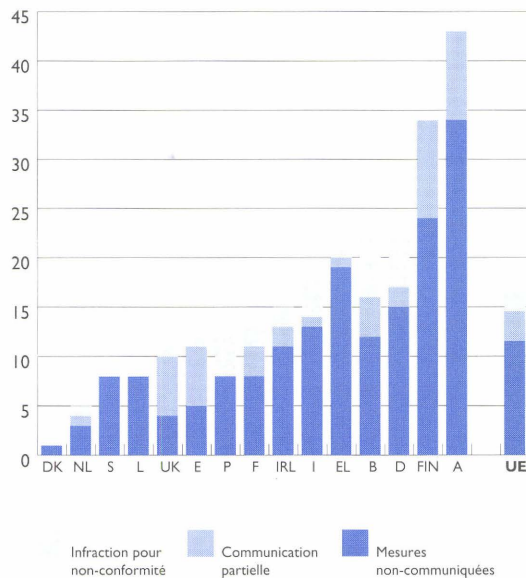
Le Conseil a pris note de l'état de transposition et de fonctionnement du Marché Unique (voir p.6 et 8) et du lancement de 'Citizens First' (p.8). Le Conseil a également pris note de la présentation de la nouvelle proposition concernant le droit de suite (voir Single Market News N°3, avril 1996, p.13) ainsi que des Livres vert concernant la protection des services cryptés (Single Market News N°3, p.18) et les communications commerciales (voir p.18). Plusieurs projet de résolution ont fait l'objet d'un accord au Conseil mais n'ont pu être formellement adoptés, le Royaume-Uni ayant bloqué toutes les décisions requérant l'unanimité en raison du litige qui l'oppose à l'Union dans l'affaire des "vaches folles". Il s'agit des projets concernant la coopération administrative (voir p.5), la simplification administrative (voir p.4) et la nouvelle stratégie comptable (voir p.14). Par ailleurs, le Conseil est parvenu à un accord sur la position commune concernant une modification de la directive 93/16/CEE sur la libre circulation des médecins et la reconnaissance mutuelle de leurs diplômes.

Etat de transposition des mesures du Livre Blanc

275 dispositions en vigueur / 219 appelant des mesures nationales de mise en œuvre

Situation par Etat membre (15 mai 1996)

	Mesures communiquées	Sans objet	Dérogations	Mesures non communiquées	Communication partielle	Infraction pour non-conformité
DK	216	2	0	1	0	0
NL	213	1	0	3	1	1
S	210	2	0	8	0	0
L	206	5	0	8	0	0
UK	208	0	0	4	6	1
E	206	0	1	5	6	1
P	202	2	3	8	0	4
F	206	0	0	8	3	2
IRL	201	3	0	11	2	2
I	198	3	0	13	1	4
EL	193	2	3	19	1	1
B	197	0	0	12	4	6
D	195	2	0	15	2	5
FIN	184	1	0	24	10	0
A	173	2	1	34	9	0

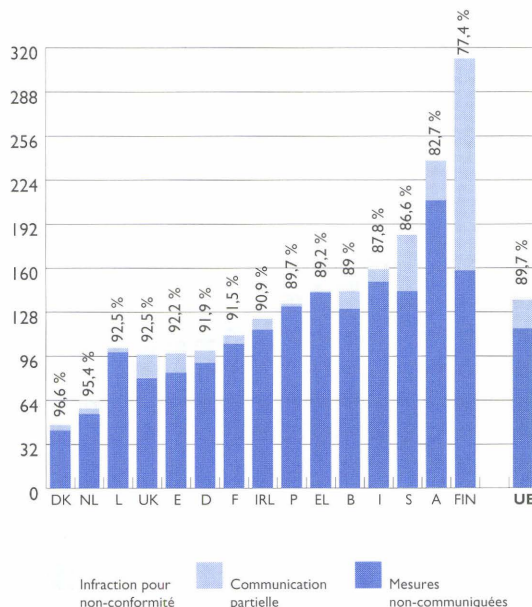


Etat de transposition des directives Marché Intérieur

(1378 directives en vigueur)

Situation par Etat membre (15 mai 1996)

	Mesures communiquées	Sans objet	Dérogations	Mesures non communiquées	Communication partielle	Infraction pour non-conformité
DK	1198	133	0	42	4	1
NL	1183	131	0	54	4	6
L	1144	131	0	99	3	1
UK	1137	138	0	80	17	6
E	1166	104	1	84	14	9
D	1143	124	0	91	9	11
F	1137	124	0	105	6	6
IRL	1117	136	0	115	8	2
P	1157	76	3	132	2	8
EL	1122	104	3	142	1	6
B	1110	116	0	130	13	9
I	1087	123	0	150	9	9
S	1124	44	25	143	41	1
A	1032	56	51	209	29	1
FIN	943	117	6	158	154	0



Pour plus d'informations,
vous pouvez contacter
Laërs Erik Forsberg
DGXV/A-1
TEL: (+32.2)296 70 65
FAX: (+32.2)296 09 50
E-mail: A1@dg15.cec.be

Economic and Social Committee:

Mario Monti welcomes contributions on Single Market

EN BREF

"Citizens First": to be launched in November 1996

The Commission is now working on the preparation of the "Citizens First" initiative which is due to be launched in November 1996. The aim of the initiative is to inform EU citizens on how they can benefit directly from the Single Market in terms of travelling within the EU, buying goods and services, living, working and studying in other Member States, equal opportunities and health care. People will be informed about their rights guaranteed by Community law through the mass media with clear factual messages and will be able to obtain further details through a series of guides containing an explanation of these rights. For those who want to know how to take advantage of these rights, detailed factsheets will be available. The information will be available in a number of different forms, including via the Internet, and from various relay organisations such as local government, public libraries, citizens advice bureaux and non-governmental organisations.

For more information, please contact Richard Upson, DGXV/A-1
TEL: (+32.2)
FAX: (+32.2)
E-mail: A1@dg15.cec.be

Speaking at the 29 May plenary session of the EU's Economic and Social Committee (ECOSOC), Single Market Commissioner Mario Monti welcomed the increasing attention which the Committee is paying to the Single Market issues particularly since it sets up its Single Market Observatory. The Committee adopted a series of opinions on Single Market issues, including an opinion on the Commission's 1995 annual report on the Single Market in 1995. The opinion emphasises the role of the Single Market in relation to the objective of bringing about a significant improvement in the employment situation. "This is a matter of top political priority", stressed Mr Monti. The Single Market can create stable long-term jobs not only by improving competitiveness of business and commerce, but also by increasing labour mobility and allowing better allocation of labour resources to available job opportunities". "The big question", said Mr Monti, "is whether the Single Market legislative programme is actually enabling business and consumers to benefit from a truly Single



Market. So far the evidence is incomplete". The report on the effectiveness and economic impact of the Single Market, due to be published later this year, will help the Commission to decide if the Single Market Strategy should be adapted. In the line with that exercise, the Committee's comments are of particular importance, said Mr Monti, inviting the Committee to pursue its efforts to contribute to the improvement of the Single Market.

For more information, please contact Anthony Dempsey DGXV/A-1
TEL: (+32.2)295 73 57
FAX: (+32.2)296 09 50
E-mail: A1@dg15.cec.be

Technical Assistance Information Exchange Office:

Workshop Programme

The Technical Assistance Information Exchange Office (TAIEX) which opened its doors in January 1996 is organising a first series of workshops¹ until mid-July which offer training and information opportunities to representatives of administrations of the Associated Countries and Slovenia. These workshops are intended to facilitate these countries' alignment with the Union's Internal Market legislation in preparation for accession to the Union. They focus on discussing EU legislation listed in the White Paper, the implementation of EU Directives and the establishment of the necessary national structures and bodies to ensure enforcement and effective application of the legislation.

Workshop programme June/July 1996

- 25-26/6:** Workshop on Data Protection
- 27/6:** Round Table on the Pharmaceutical Industry
- 1-2/7:** Workshop on Plant Health
- 4-5/7:** Workshop on Agricultural Markets
- 8-9/7:** Workshop on Chemical Substances
- 10-11/7:** Workshop on Labour Law and Working Conditions

¹ Another series of workshops will take place from September to December 1996.

For more information, please contact Sabine Fasching at the TAIEX
TEL: (+32.2)299 20 82
FAX: (+32.2)296 68 40
E-mail: "Sabine.fasching"@dg15.cec.be

Banking:

Commission proposes improvements to supervisory rules

A proposal for a Directive aimed primarily at introducing refined and more realistic capital requirements in particular for credit risks inherent in over-the-counter (OTC) derivatives (i.e. traded outside recognised exchanges) was put forward by the Commission on 29 April 1996. The amendments proposed would also allow certain assets exposed to credit risk to be granted more favourable capital treatment and give Member States the possibility to conclude agreements for exchanging information with non-banking supervisory authorities of non-EC countries. The proposal would therefore finetune existing Community banking supervisory rules in line with experience gained in applying them in practice and take account of recent supervisory developments at the international level. The text has been drafted in close cooperation with the Member States, through the Banking Advisory Committee.

The EC's banking supervisory rules harmonise regulatory safeguards to the extent necessary to allow credit institutions to operate EC-wide on the basis of a single licence ("home country control"), while protecting the integrity of the banking system and safeguarding the interests of customers. These EC rules include the Directives which would be amended by this new proposal, namely the First Banking Coordination Directive (77/780/EEC), the Solvency Ratio Directive (89/647/EEC) and the Capital Adequacy Directive (93/6/EEC).

More realistic capital requirements for OTC derivatives

The new proposal would take account of changes to international rules on bank supervision, namely the Basle Capital Accord of 1988 (agreed by the Committee on Banking Supervision of the Bank of International Settlements - BIS). In particular, the new proposal relates to an amendment to the Basle Accord, which came into effect at the end of 1995, with regard to credit risks of OTC derivative instruments. For the totality of banks' and

investment firms' OTC derivatives activities the new proposal would ensure a more accurate calculation of capital charges which, on an aggregated basis, are likely to be lower. The proposal would mean that EC banks (subject to EC supervisory rules) would not find themselves at a

competitive disadvantage in relation to banks from non-EC countries subject to the amended Basle Capital Accord.

Concerning credit risks of OTC derivative instruments, the proposal would complement the "contractual netting" Directive (see Single Market News N°3), which came into force in April 1996, in three ways:

- by extending the scope of the Solvency Ratio Directive's compulsory capital coverage for credit risks to all types of OTC derivatives (including notably commodity and equity-related derivatives as well as interest-rate- and foreign exchange-related derivatives)
- by requiring calculation of capital charges for current credit exposure of OTC derivatives on the basis of more realistic market-values for most of banks' and investment firms' derivatives business and
- by enabling supervisory authorities to allow for a refined calculation of capital charges appropriately reflecting the risk reducing effects of close-out netting on the potential future exposure of netted OTC derivatives (the existing rules allow the risk reducing effects of netting to be taken into account for the assessment of current credit exposure).

Together, these amendments would ensure a comprehensive and balanced regulation for capital requirements for credit risks inherent in OTC derivatives.

The proposal is due to be adopted by the Council of Ministers and the European Parliament under the co-decision procedure.

References:
COM(96)183 final/2 of
29/05/1996

For more information,
please contact
Helmut Bauer DGXV/C-1
TEL: (+32.2) 296 50 26
FAX: (+32.2) 295 65 00
E-mail: C1@dg15.cec.be

Payment systems:

Settlement finality and collateral security proposal

A proposal for a Directive aimed at reducing 'systemic risk' in payment systems has been put forward by the European Commission. The risk in question is that the bankruptcy or failure of one participant in a payment system, and its resulting inability to pay up its own obligations when due, will have 'knock-on' effects leading to the bankruptcy of other participants. The proposal sets out guidelines for both domestic and cross-border payment systems as regards settlement finality (definition of when a payment order becomes final) and collateral security (the guarantees lodged by payment system participants in case they are unable to meet their obligations), thus providing a minimum legal framework for payment systems in the EU.

Payment netting means that payments between participants are set off against each other so as to obtain only a net credit or debit position. It reduces the size of credit and liquidity exposures incurred by market participants and thereby contributes to the containment of systemic risk, on condition that the net amounts obtained by netting are legally valid. However, one can only be sure that a cross-border netting arrangement between banks located in different Member States is valid if the netting scheme has a well-founded legal basis under **all** relevant jurisdictions. This is not currently the case in a number of Member States. Therefore, under the proposed Directive, Member States would have to ensure that payment netting was **legally enforceable and binding on third parties**, even in the event of insolvency proceedings.

The Directive also includes rules for payment systems which are not based on netting but on gross settlement systems (where each payment order is settled individually in real time as it arises during the day).

The proposed Directive would also **exempt** payment systems from national rules giving **retroactive effect** to the insolvency of a participant in a payment

system, such as the zero-hour rule. Such retroactive effect allows the liquidator of an insolvent institution to challenge payment orders which have already been introduced into the payment system, thus leading to the unwinding of the settlement operation. This unwinding is highly disruptive and can lead to systemic risk.

The same is true for revocation of payment orders. Revocation of a large payment order in a payment system during the settlement process, could lead to systemic risk. The Directive would therefore **bar revocation of payment orders** after the moment contractually fixed by the payment system participants.

The **insolvency** of a participant in a payment system, insofar as it concerned its dealings with the payment system, would be governed by the insolvency law of the country where the payment system was located, according to the proposed Directive. This would avoid conflicts of law and the ensuing legal uncertainty and thus facilitate cross-border participation in payment systems.

Collateral security is pledged by the participants in a payment system in order to secure its exposures against the other participants. When collateral security is provided in a cross-border arrangement, its realisation in case of default of the pledging participant can be hindered by conflicts of law which may either weaken the collateral security or even render it unenforceable. In order to ensure collateral security to be realised immediately and in priority over all other creditors in the case of a default (so as not to jeopardise the liquidity of the other participants in the system, i.e. to avoid systemic risk) the proposed Directive would require that the **collateral security be insulated from the effects of the insolvency law of the defaulting participant**.

This protection would also cover collateral constituted for **monetary policy** purposes. This would contribute to developing the necessary legal framework in which the future European Central Bank may develop its monetary policy.

For more information,
please contact
Marc Vereecken
DGXV/C-4
TEL: (+32.2)295 79 78
FAX: (+32.2)295 07 50

Credit institutions:

More cross-border branching in the Single Market

Within the first three years of the single banking market the overall number of cross-border branches of credit institutions has increased by 58%. This was the outcome of a study undertaken by the Groupe de Contact¹ on behalf of the EU Banking Advisory Committee, covering the EU and the rest of the EEA. The increase was not a one-off creation of new branches right at the inception of the single banking market since the average increase of about 60 new branches per year has also been confirmed for 1995. These results demonstrate the positive impact of the Single Banking Market.

One of the important objectives of the so-called Second Banking Coordination Directive² was to facilitate the cross-border establishment of bank branches in the EU through the abolition of extra endowment capital for the branch in the host country, through the home country control principle which diminished the volume of legislation to be observed by the branch through the number of supervisory authorities to be reported to by the branch. Columns 1, 3 and 5 of the Table demonstrate the "branching-in" of banks from other Member States and EEA

countries. It can be seen that some Member States appear as preferred host Member State, such as the UK (117), Luxembourg (69) and Germany (47). In comparing the figures, the size and the location of the country are to be taken into account. In looking at the percentage increase in column 5, one should be aware of the basis effect, i.e. although Sweden had the highest percentage increase (+ 367%) the total number of new cross-border branches (+ 11) is much lower than that for the UK (+ 24), where the percentage increase from the basis figure of 93 existing branches was "modest" (+ 26%).

Columns 2, 4 and 6 of the Table show the development of the "branching-out". Again, banks in some Member States were more active in looking for new establishments through branches in other Member States. At the top were countries like Germany (93), France (83) and the UK (70).

¹ This is a group of persons from each Member State's competent authorities responsible for prudential supervision of credit institutions.

² Directive 89/646/EEC of 15/12/1989, EC Official Journal EC N°386 of 30/12/1989.

TABLE ON THE CROSS-BORDER BANK BRANCHING
IN THE SINGLE BANKING MARKET IN THE FIRST THREE YEARS

Member States	end 1992		end 1995		% change 1995/1992	
	branching in	branching out	branching in	branching out	branching in	branching out
BE	23	14	29	18	+26	+29
DA	5	7	10	10	+100	+43
DE	24	66	47	93	+96	+41
EL	11	4	15	7	+36	+75
ES	29	19	36	34	+24	+17
FR	23	56	39	83	+70	+48
IR	6	7	14	12	+133	+71
IT	18	42	37	51	+106	+21
LU	53	4	69	8	+30	+100
NL	10	19	15	35	+50	+84
ÖS	1	4	4	10	+300	+150
PO	5	14	18	15	+260	+7
SF	4	6	10	7	+150	+17
SV	3	14	14	27	+367	+93
UK	93	30	117	70	+26	+133
NO	0	2	12	6		+300
EEA ⁽¹⁾	308	308	486	486	+58%	+58%

For more information,
please contact
Udo-Olaf Bader
DGXV/C-1
TEL: (+32.2)295 47 49
FAX: (+32.2)295 65 00
E-mail: CI@dg15.cec.be

⁽¹⁾ In Iceland and Liechtenstein there are no branches of banks from other EEA member countries.

Communication sur la 2ème directive bancaire attendue avant l'été 96

Les services de la Commission sont en train de finaliser la communication interprétative sur la libre prestation de services et l'intérêt général dans la deuxième directive bancaire sur base des commentaires reçus suite à la consultation lancée début novembre 1995.¹ Cette finalisation, qui devrait intervenir avant l'été 1996, tiendra également compte de l'évolution de la jurisprudence de la Cour de Justice constatée depuis fin 1995. L'objectif de cette communication est de favoriser la libre prestation de services bancaires en définissant clairement les conditions qui doivent être remplies pour qu'un Etat membre puisse invoquer la notion "d'intérêt général" pour empêcher une institution de crédit d'un autre Etat membre de fournir ses services sur son territoire. La plupart des contributions proviennent des milieux bancaires (associations, fédérations, établissements de crédit) et contiennent des idées et des commentaires originaux et intéressants.

¹ Cette consultation avait été lancée par le projet de communication sur la liberté de prestation de services et l'intérêt général dans la deuxième directive bancaire, adopté le 31 octobre 1995 par la Commission (voir Journal Officiel CE N° C291 du 4/11/95 et page 9 du Single Market News N°2 de février 1996).

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter Eric Ducoulombier
DGXV/C-1
TEL: (+32.2)296 54 67
FAX: (+32.2)295 65 00
E-mail: CI@dg15.cec.be

Le GEIE:

Un outil de coopération transnationale très utile

La Commission¹ a organisé les 25 et 26 mars derniers à Bruxelles une conférence pour mieux faire connaître le Groupement Européen d'Intérêt Economique (GEIE), un outil de coopération transnationale mis au point par la DGXV pour favoriser la coopération entre entreprises de différents Etats membres et contribuer ainsi à la réalisation du Marché Unique. On dénombre à ce jour plus de 700 GEIE associant des entreprises très diverses pour des projets variés dans l'Union, ce qui démontre l'intérêt croissant suscité par cette nouvelle forme de coopération transnationale. Les discussions avec les chefs d'entreprises et les représentants de GEIE ont permis de constater qu'il s'agit d'un instrument efficace, simple et flexible permettant à des entreprises de différents Etats membres de créer des synergies entre elles. Plusieurs initiatives seront lancées prochainement pour mieux faire connaître cet outil performant.

De l'artisan à la multinationale

Le bilan des six premières années d'utilisation du GEIE est très positif. La conférence a notamment montré que le GEIE a parfaitement répondu à sa vocation initiale d'instrument de coopération ouvert aux projets les plus variés. De l'artisan à la multinationale, de l'association à la collectivité locale, les secteurs les plus divers de l'économie sont représentés au sein du GEIE. Le GEIE s'est également révélé un instrument efficace dans le domaine de la coopération entre régions, plusieurs projets alliant des partenaires privés et publics ont vu le jour (notamment pour les grands projets transeuropéens dans le domaine des transports), les associations et fondations y ont également recours ainsi que les artisans puisque les moines trappistes se sont constitués en GEIE pour commercialiser leurs produits traditionnels !

Enfin, il faut signaler que le GEIE est utilisé comme instrument de centralisation de trésorerie dans des groupes d'entreprises, un outil de gestion appelé à se développer compte tenu de la naissance prochaine de la monnaie unique.

Favoriser le développement du GEIE

La conférence a également été l'occasion pour la Commission de mieux cerner les difficultés rencontrées par les utilisateurs des GEIE, les consultants ou les avocats appelés à les constituer, et a mis en lumière un certain nombre de problèmes à résoudre pour favoriser davantage son développement.

Les participants ont, par exemple, indiqué que dans le domaine des marchés publics, le GEIE ne bénéficiait pas toujours d'un traitement égal en fonction des différents programmes communautaires auxquels il est appelé à participer. Cela a conduit la Commission à entamer une action d'information sur le GEIE au sein de ses propres services concernés par les marchés publics afin qu'il n'y ait plus de discrimination par rapport à d'autres consortiums. La Commission s'est également engagée à clarifier certaines incertitudes qui subsistent en matière de fiscalité directe et indirecte applicable au GEIE et qui font obstacle à son usage.

Enfin, elle a décidé de réunir en octobre 1996 le Comité de contact (composé de représentants de chaque Etat membre) prévu par le règlement sur le GEIE qui pourrait, le cas échéant, envisager des modifications au texte actuel.

Mieux informer le public

Pour mieux informer le public sur la création d'un GEIE, son utilité, son fonctionnement, les possibilités d'associer des partenaires extérieurs à l'Union européenne, etc., la Commission prévoit de réactualiser la brochure intitulée "GEIE - L'émergence d'une nouvelle coopération européenne. Bilan de trois années d'expérience", de publier un vade mecum et d'élaborer un contrat type pour le GEIE. Il faut savoir également que la DGXV et la DGXXIII disposent à l'heure actuelle de bases de données rassemblant des informations sur tous les GEIE immatriculés dans l'Union.

¹ La conférence était organisée par la DGXXIII dans le cadre de sa mission de promotion de l'entreprise et de son environnement avec la contribution active de la DGXV.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter
Chantal Van Cauteren
DGXV/D-2
TEL: (+32.2)296 58 75
FAX: (+32.2)295 63 77
E-mail: D2@dg15.cec.be

VERS DE NOUVELLES ORIENTATIONS POUR LA POLITIQUE FISCALE

Les ministres de l'Economie et des Finances de l'UE ont décidé lors de leur réunion informelle (Conseil ECOFIN) à Vérone le 13 avril 1996 de nommer des représentants personnels pour former un groupe de réflexion de haut niveau sur la politique fiscale dans l'UE. Ce groupe, présidé par le commissaire Mario Monti, va poursuivre les travaux dans les secteurs identifiés dans le document préparé par la Commission pour la réunion de Vérone sur "la fiscalité dans l'Union européenne".¹

Le document de Vérone

Le document de Vérone de la Commission imprime une nouvelle direction à la stratégie fiscale en passant en revue toutes les formes de fiscalité à la lumière des principaux défis posés à l'Union:

le Marché unique, l'Union Economique et Monétaire (UEM) et la lutte contre le chômage. Il examine comment la politique fiscale peut le mieux contribuer à ces objectifs qui sont liés et se renforcent mutuellement, et souligne la nécessité d'adopter une approche fiscale davantage coordonnée au niveau communautaire. Le document met notamment en

exergue le fait qu'il est nécessaire que les Etats membres agissent de concert pour prévenir l'érosion des recettes fiscales et préservent ainsi leur souveraineté dans le domaine fiscal. Tout en soulignant l'importance de la subsidiarité dans les questions fiscales, les ministres ECOFIN ont accueilli favorablement l'initiative de promouvoir une discussion stratégique sur la fiscalité et ont accepté de créer un groupe de haut niveau pour poursuivre la réflexion. La Commission en attend une prise de conscience plus approfondie des problèmes et, si possible, l'identification des éléments qui mèneront à une approche plus coordonnée.

Le document de réflexion pour Vérone passe en revue toutes les formes de fiscalité (impôt direct, TVA et autres impôts indirects et les cotisations de sécurité sociale) à la lumière des préoccupations suivantes.

1. Stabilisation des recettes fiscales

La première préoccupation de la Commission, comme exposé dans le document, est de stabiliser les

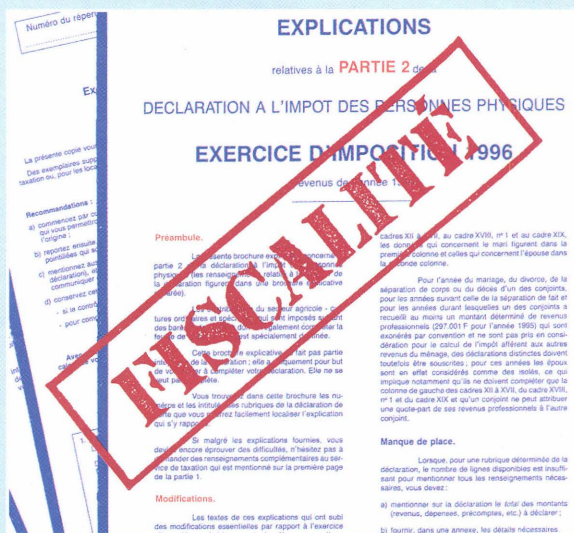
capacités de collecte des recettes des États membres. Au cours des 15 dernières années, les recettes fiscales totales sont restées approximativement constantes, mais il y a eu une modification de la struc-

ture de l'imposition. La charge s'est déplacée des assiettes plus mobiles, comme le capital, à des assiettes moins mobiles, comme le travail. Entre 1980 et 1993, le taux d'impôts implicite sur la main-d'oeuvre employée dans l'UE a dans son ensemble augmenté d'un cinquième, tandis que le taux implicite sur d'autres facteurs, tels que le capital, a chuté de plus d'un dixième. La

Commission craint que la concurrence déloyale exercée par le système fiscal sur l'activité économique ne mette en danger la capacité des États membres à stopper ou renverser cette tendance. De nouvelles hausses des charges fiscales pourraient entraîner l'activité économique vers le marché noir. En outre, augmenter encore davantage les charges sur le travail ne pourrait se faire sans aggraver l'effet sur les coûts de la main-d'oeuvre et l'emploi.

2. Le bon fonctionnement du Marché Unique

Le Marché unique est la pierre angulaire de l'intégration européenne. Il joue un rôle clé dans la préparation du terrain pour l'UEM, la création de la croissance économique et de la compétitivité et la stimulation de l'emploi. Etant donné que d'autres barrières réglementaires et économiques tombent progressivement, la fiscalité est considérée à juste titre comme un obstacle important à l'achèvement du Marché Unique. La suppression des obstacles fiscaux se traduira par des avantages économiques pour les citoyens et pour les entreprises. Un véritable Marché



¹ SEC(96)487 final du 20/3/1996.

Unique devrait également réduire les possibilités d'arbitrage de l'impôt ("la possibilité de choisir l'impôt"), de fraude et d'évasion fiscale. Un Marché Unique pleinement opérationnel nécessite:

- en matière de TVA, un système plus simple, plus objectif et plus moderne qui, en se basant sur le principe de l'imposition dans le pays d'origine, traite sur un pied d'égalité les opérations intra-communautaires et les opérations nationales;
- des progrès dans le rapprochement des taux des accises;
- en matière d'impôt sur les personnes physiques, un traitement non-discriminatoire des travailleurs transfrontaliers et des autres non-résidents imposables, ainsi que la suppression des inconvénients fiscaux liés aux opérations financières transfrontières;
- en matière de fiscalité des entreprises, l'abolition des barrières fiscales sur les flux transfrontaliers de revenus comme le traitement discriminatoire des filiales et des établissements stables établis dans d'autres Etats membres.

3. Promotion de l'emploi

La nécessité d'entreprendre une action dans le domaine fiscal pour promouvoir l'emploi a été soulignée dans le Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi² et réitérée depuis par un certain nombre de Conseils européens. Mais pour éviter d'augmenter les déficits budgétaires, en particulier dans la perspective de l'UEM, les États membres ont subordonné la baisse de la fiscalité sur

le travail à la découverte de sources alternatives de recettes. Il est clair que la création d'une assiette fiscale de rechange avec un niveau suffisant de stabilité pour financer des réductions de la fiscalité sur le travail nécessite une plus grande coordination de la politique fiscale à l'échelle communautaire. Face à la concurrence fiscale internationale, aucun État membre ne peut atteindre à lui seul cette stabilité.

4. Nécessité d'une plus grande coordination

Il existe un contraste évident entre la nécessité de réaliser des progrès en matière fiscale et les progrès accomplis jusqu'ici, qui sont beaucoup plus lents que dans beaucoup d'autres secteurs de l'intégration européenne. La coordination fiscale au niveau communautaire a souffert de deux obstacles principaux: la processus décisionnel et le manque de perspective globale faisant ressortir les inconvénients économiques et sociaux découlant de la non-prise de décisions. Cette situation a largement contribué non seulement à maintenir des distorsions dans le Marché Unique, mais a également ouvert des opportunités pour l'érosion de l'assiette fiscale et a engendré du chômage. La tentative de corriger la perte des recettes due à l'érosion des assiettes fiscales plus mobiles nuit à l'emploi. En mettant en commun, sur une base volontaire et limitée, leur souveraineté et en prenant des décisions collectives, les États membres auraient pu éviter de voir les forces du marché s'emparer de cette souveraineté dans un domaine qui devrait rester la prérogative des autorités publiques.

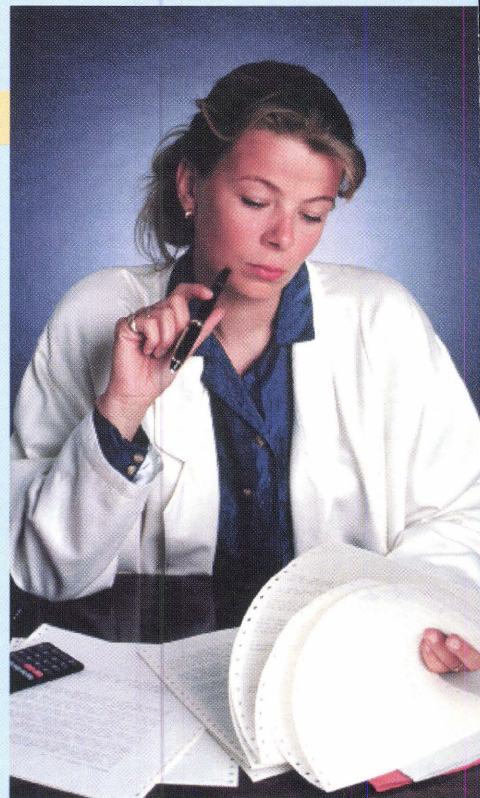
² COM (93) 700

Ligne d'action

La Commission est convaincue que dans la situation actuelle, l'inaction ne constitue pas une solution: cela ralentit la réalisation du Marché Unique, met en péril les recettes fiscales, et ne permet pas aux États membres de restructurer leurs systèmes fiscaux. Pour sa part, en respectant pleinement le principe de subsidiarité, la Commission compte examiner et, le cas échéant, proposer des solutions aux problèmes que les États membres ne peuvent pas résoudre en agissant individuellement. Les solutions seront proportionnelles aux problèmes posés: il ne s'agit pas d'harmoniser pour le plaisir d'harmoniser, mais d'harmoniser là où cela est nécessaire.

Outre les différents thèmes abordés dans le document de Vérone, la Commission réfléchit également de manière plus globale à la question de savoir si un niveau minimal d'imposition effective dans toute l'UE aiderait à fournir la stabilité nécessaire des recettes dans les différents domaines de la fiscalité.

Arriver à un tel niveau exigerait de prendre en compte non seulement les taux d'impôts nominaux mais également la manière de calculer le revenu imposable. Puisque l'UE fait partie du marché global, il est évident que ce niveau ne devrait pas être tel qu'il risquerait de faire fuir les entreprises ou les capitaux hors de l'Union.



TOWARDS A NEW DIRECTION IN TAX STRATEGY

EU Economy and Finance Ministers decided at their informal meeting (ECOFIN Council) in Verona on 13 April 1996 to appoint their personal representatives to a high level reflection group on tax policy in the EU. This group, chaired by Commissioner Mario Monti, will take forward work on the areas identified by the Commission in its paper for the Verona meeting on "Taxation in the European Union".¹

The Verona paper

The Commission's Verona paper marked a new direction in tax strategy by taking a global view of all forms of taxation in the light of the major challenges facing the Union: the Single Market, Economic and Monetary Union (EMU) and the fight against unemployment. It examines how tax policy can best contribute to these objectives, which are interlinked and mutually reinforcing, and underlines the need for a more closely co-ordinated approach to taxation at Community level. In particular, it argues that Member States need to act together to prevent the erosion of tax revenues and thereby to preserve their own sovereignty in tax matters.

Although they stressed the importance of subsidiarity in tax matters, ECOFIN Ministers welcomed the initiative to promote a strategic discussion of taxation and agreed to set up a high level group to pursue the reflection. The Commission expects this to lead to a deeper common awareness of the problems and to the identification, if possible, of elements for a more co-ordinated approach.

The reflection document for Verona took an overview of all forms of taxation (VAT, direct tax, other indirect taxes and social security contributions) in the light of the following concerns.

1. Stabilising tax revenues

The Commission's first concern, as set out in the paper, is stabilising Member States' revenue-

collecting capacities. Over the last 15 years total tax revenues have been roughly constant, but there has been an alteration in the structure of taxation. The burden has shifted from the more mobile bases, such as capital, to less mobile ones, such as labour.

Between 1980 and 1993 the implicit tax rate on employed labour for the EU as a whole grew by a fifth, while the implicit rate on other factors, such as capital, fell by more than a tenth.

The Commission fears that unfair competition through the tax system for economic activity may endanger Member

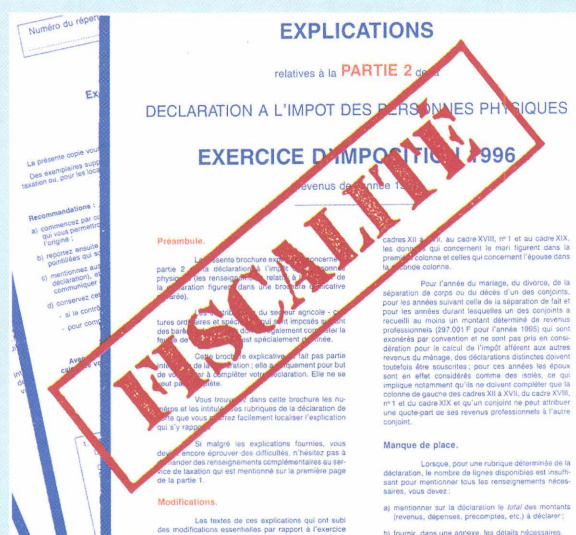
States' ability to halt or reverse this trend. Further increases in the tax burden may drive activity into the black economy. Moreover, the burden on labour might not be able to be made any heavier without worsening the effect on labour costs and employment.

2. Smooth functioning of the Single Market

The Single Market is the cornerstone of European integration. It has a key role in paving the way for EMU, creating economic growth and competitiveness, and stimulating employment.

As other regulatory and economic barriers are progressively removed, taxation is rightly seen as an important obstacle to completing the Single Market. Removing tax obstacles will bring economic benefits for citizens and for business.

A true Single Market should also reduce the opportunities for tax arbitrage ("choosing the tax"), avoidance and evasion.



¹SEC(96) 487 final of 20 March 1996

A fully functioning Single Market requires:

- in VAT, a simpler, more objective and more modern system which, in applying tax on the origin principle, treats intra-Community transactions as equivalent to domestic ones;
- progress in approximating excise duty rates;
- in personal tax, non-discriminatory treatment of frontier workers and other non-resident taxpayers, and the ending of tax disadvantages linked to cross-border financial transactions; and
- in business tax, the abolition of tax barriers to cross-border income flows, such as the discriminatory treatment of subsidiaries and permanent establishments in other States.

3. Promoting employment

The need for action in the taxation field to promote employment was underlined in the Growth, Competitiveness and Employment White Paper² and has since been restated by a number of European Councils. But to avoid increasing budget deficits, particularly in the run-up to EMU, Member States have made reducing labour taxation conditional on finding alternative sources of revenue. Creating a replacement tax base with the necessary level of stability to fund labour tax reductions clearly requires greater Community co-ordination of tax policy. In the face of international tax competition no Member State can achieve this stability through acting alone.

4. The need for greater co-ordination

There is a clear contrast between the need for progress in taxation and the rate at which it so far been achieved, which is much slower than that in many other areas of European integration. Tax co-

ordination at the Community level has suffered from two main obstacles: the decision-making rules and the lack of an overall perspective showing the economic and social downside of failing to reach decisions. The repeated failure to make progress has substantially contributed not only to maintaining distortions in the Single Market, but also to creating opportunities for tax base erosion and generating unemployment. Trying to correct the revenue loss produced by tax erosion of the more mobile bases has unwanted adverse effects on employment. A deliberate and limited pooling of fiscal sovereignty by individual Member States to their collective decision-making would, however, have avoided an unconscious surrender of sovereignty by each of them to market forces in a field that should remain the prerogative of public policy.

²COM(93)700



A line of action

The Commission is convinced that in the current circumstances inactivity is not an option: it slows down the realisation of the Single Market, jeopardises tax revenues, and denies Member States the freedom to restructure their tax systems. For its part, and fully respecting the subsidiarity principle, the Commission will examine and, where appropriate, put forward solutions to those problems which Member States cannot resolve by acting individually. The solutions will be appropriate to the issues: there is no issue of tax harmonisation for its own sake, although some degree of harmonisation will be proposed where necessary.

In addition to tackling individual problems (in VAT, excise, direct tax, etc.), the Commission is also reflecting more widely on whether a minimum level of effective taxation throughout the EU would help provide the necessary stability of revenues in the various fields of taxation. Arriving at such a level would require consideration not only of nominal tax rates but also of the way of calculating the taxable income. Clearly, as the EU is part of the global market, it should not be so high that it risks driving business or wealth out of the Union.

Tax and cross-border workers

The Commission attaches great importance to promoting freedom of movement for workers, especially in border regions. This freedom is still frustrated by a number of tax provisions. These can cause people who live in one Member State and work in another to be taxed less favourably in the other Member State than people who both live and work there, and gives rise to numerous complaints to the Commission.

In principle, employed and self-employed people are taxed in the country in which they carry on the activity, and most Member States have different tax arrangements for non-residents. Under these arrangements, only income from sources within the country of the activity is taxed. Other worldwide income is not taxed, and no reliefs are generally given for family circumstances or for various other deductions for which residents are eligible. Such advantages are normally given by the country of residence. In practice, however cross-border workers often cannot receive the benefit of such reliefs in their country of residence, if they have insufficient taxable income there. There is an exception to this rule for certain frontier workers, where some Member States have made bilateral agreements to tax their income where they live.

The Commission made a proposal in 1979 to harmonise income tax provisions with respect to freedom of movement for workers within the Community. Despite discussions over several years, the Council did not adopt it, as some Member States

opposed taxing frontier workers' income in their country of residence. The Commission withdrew its proposal in 1992. But, on 21 December 1993 it came back with a Recommendation on the taxation of certain items of income received by non-residents in a Member State other than that in which they are resident³. This covered both employees and the self-employed, as well as pensions and income from other activities, and set out rules to ensure the non-discriminatory taxation of non-residents by the state of activity, where they were in a comparable position to its own residents.

The Court of Justice has since confirmed this approach in two important judgments. On 14 February 1995, in the Schumacker case (C-279/93), it held that a non-resident should not be taxed more heavily than a resident, if the non-resident derives all or nearly all of his income from the state of employment and does not have sufficient income in the state of residence to enable his personal and family circumstances to be taken into account for tax purposes there. The Wielockx judgment (C-80/94 of 11/8/1995) applied the same reasoning for the self-employed. The Commission has asked Member States to review their tax legislation in the light of these Court decisions and say what amendments they are making if any are necessary. A number of States have already adapted their personal income tax legislation to bring it in line with the decisions or the Commission's earlier Recommendation.

³ Commission Recommendation 94/79/EC see EC Official Journal N°L39 of 10/2/1994.

Differences in taxation between Member States

Corporate tax rates of local and central government¹ (Basic rates, in %)

	1980	1985	1991	1993	1994
B	48	45	39	39	39
DK	37	50	38	38	34
D	61.5/44.3	61.7/44.3	56.5/44.3	58.6/46.0	45/30
GR		49	46(40) ²	46(35) ²	40(35) ²
E	33	33	35	35	35
F	50	50	34/42	34	33.3
IRL	45	50(10) ³	43(10) ³	40(10) ³	40
I	36.3	47.8/36	47.8/36	47.8/36	52.2
L	45.5	45.5	39.4	39.4	39.4
NL	46	42	35	35	35
A	61.5/38.3	61.5/38.3	39	39	34
P	51.2/44	51.2/44	39.6	39.6	39.6
SF	40	40	40	25	25
S	40	52	30	30	28
UK	52	40	34	33	33

¹ Where two rates are given, the former reflects the tax rate on retentions, the latter the tax rate on distributions.

² A lower rate (e.g. 40% in 1991) applies where companies are quoted on the Athens Stock Market.

³ Figures in brackets are the tax rates applicable in manufacturing industry.

Source: OECD

Tax revenues of general government (% of GDP)

	Indirect taxes		Direct taxes		Sum of direct and indirect taxes		Social security contributions		Total tax revenues	
	1990	1995	1990	1995	1990	1995	1990	1995	1990	1995
B	12.3	12.8	17.1	17.8	29.4	30.6	17.2	17.5	46.5	48.1
DK	17.7	18.1	29.2	31	46.9	49.1	2.6	2.7	49.5	51.8
D¹	12.5	13.2	11.2	11.5	23.7	24.7	16.9	19.4	40.5	44.1
GR	13.2	15.2	5.5	6	18.7	21.2	11.4	12.7	30.1	33.9
E	10.7	11.5	12	11.4	22.7	22.9	13	13.8	35.7	36.6
F	15.1	15.1	8.9	9.5	24	24.6	21	21.1	45	45.6
IRL	16.4	15.8	13.8	14.7	30.2	30.5	5.2	5.2	35.4	35.7
I	10.6	12	14.4	15.1	25	27.1	14.4	15.2	39.5	42.3
L	15.4	16.4	16.8	12.7	32.2	29.1	13.3	12.5	45.5	41.5
NL	12.3	13	15.5	13.3	27.8	26.3	17	18.8	44.9	45.1
A	16	15.3	13.3	13.3	29.3	28.6	14.8	15.6	44	44.2
P	13.8	14.2	8.4	9.1	22.2	23.3	9.9	11.1	32.1	34.5
SF	15.1	14.1	18	16.4	33.1	30.5	13	15	46.2	45.4
S	17.2	14.7	23.4	22.3	40.6	37	15.6	14.2	56.2	51.2
UK	15.8	16.2	14	13	29.8	29.2	6.3	6.2	36.1	35.5
EUR15	13.6 ²	13.9	13 ²	12.8	26.6 ²	26.7	15 ²	16	41.6 ²	42.7

¹ 1990: West Germany
² 1987

Source: Commission Services.

Community law on direct taxation

The most important EC Treaty principles for direct taxation are the:

- free movement of people (Article 48)
- free provision of services (Article 59)
- right of establishment (Article 52)
- free movement of capital (Article 67).

These freedoms are all underpinned by the prohibition on discrimination on the grounds of nationality (Article 6). In addition to the primary legislation in the EC Treaty, the Council has adopted some specific secondary legislation for direct taxation. These Directives provide common rules in the following important areas:

- The Mutual Assistance Directive (77/799 of 19/12/1977) gives a framework for administrative co-operation between Member States' tax authorities, notably in the exchange of information. This is to combat tax avoidance and evasion within the Union, and so reduce budgetary losses from cross-border economic activities. The Directive has since been extended to cover indirect taxes.
- The Mergers Directive (90/434 of 23/7/1990) allows companies of a Member State to reorganise their businesses without being confronted with tax obstacles, and so to benefit more fully from the opportunities of the Single Market. It defers the tax charge on certain cross-border reorganisations.
- The Parent-Subsidiary Directive (90/435 of 23/7/1990) also improves the Single Market for cross-border activities. It removes tax obstacles in certain circumstances to the distribution of profits from a

subsidiary company to its parent in another Member State.

- The Capital Duty Directive (69/335 of 17/7/1969) abolishes all capital duties on mergers and transfers of business, and ensures that the raising of capital is not charged with other taxes of the same nature.
- Member States have also entered into a Convention, based on a Commission proposal for a Directive, to refer to arbitration any differences of opinion between them when they reassess transfer prices between connected companies for tax purposes (Arbitration Convention of 23/7/1990). This will avoid double taxation.

The Commission has also made six direct tax proposals which are currently on the Council's table. These include:

- Proposals to extend the scope of the Mergers and Parent-Subsidiary Directives to ensure greater uniformity as to the forms of company that can benefit from the two 1990 Directives. These two proposals are currently being examined in the Council.
- A 1991 proposal to take into account the losses of subsidiaries and permanent establishments in other Member States in calculating the taxable profits of Community enterprises.
- A 1989 proposal for a common system of withholding tax on interest income.
- A 1989 proposal to extend the scope of the Mutual Assistance Directive to override internal privacy laws where there is reasonable suspicion of significant tax evasion.

For more information, and contributions/reactions, please contact
David Clissitt
DGXV/A-4
TEL: (+32.2)295 27 02
FAX: (+32.2)295 63 77
E-mail: A4@dg15.cec.be

La fiscalité et les travailleurs transfrontaliers

La Commission attache une grande importance à promouvoir la libre circulation des travailleurs, en particulier dans les régions frontalières. Cette liberté est cependant encore entravée par un certain nombre de dispositions fiscales qui ont pour conséquence que les personnes qui vivent dans un État membre et travaillent dans autre sont taxées moins favorablement que celles qui vivent et travaillent dans le même État membre. La Commission reçoit de nombreuses plaintes de personnes et sociétés victimes de discriminations.

En principe, les salariés et les travailleurs indépendants sont imposés dans le pays dans lequel ils exercent leur activité et la plupart des États membres ont prévu différentes dispositions fiscales pour les non-résidents. Dans le cadre de ces dispositions, seul est imposé le revenu qui trouve sa source dans le pays dans lequel l'activité est exercée. Les revenus provenant d'autres pays ne sont pas imposés et aucun avantage fiscal n'est généralement accordé pour la situation familiale ou pour d'autres déductions auxquelles les résidents ont droit. De tels avantages sont normalement accordés par le pays de résidence. Dans la pratique cependant, les travailleurs frontaliers ne bénéficient que rarement de telles décharges dans leur pays de résidence si leur revenu imposable dans cet État membre est insuffisant. Seule exception à cette règle: les accords bilatéraux conclus par certains États membres pour imposer le revenu de certains travailleurs frontaliers selon leur lieu de résidence.

La Commission a fait une proposition en 1979 pour harmoniser l'impôt sur le revenu au regard de la libre circulation des travailleurs au sein de la Communauté. Mais, en dépit de discussions de plusieurs années au

Conseil, la proposition n'a pas été adoptée, certains États membres se refusant à imposer le revenu des travailleurs frontaliers dans leur pays de résidence. La Commission a retiré sa proposition en 1992, mais est revenue à la charge le 21 décembre 1993 avec une recommandation concernant l'imposition de certaines catégories de revenus des non-résidents dans un État membre, à l'exception de celui dans lequel ils résident. La recommandation, qui couvre à la fois les employés et les travailleurs indépendants ainsi que les pensions et revenus provenant d'autres activités, établit un certain nombre de règles pour garantir que l'État dans lequel l'activité est exercée impose les non-résidents sans discrimination par rapport à ses propres résidents.

La Cour de Justice a depuis confirmé cette approche dans deux jugements importants. Le 14 février 1995, dans le cas Schumacker (C-279/93), elle a décidé qu'un non-résident ne devrait pas être imposé plus lourdement qu'un résident, si le non-résident perçoit la totalité ou la quasi-totalité de son revenu de l'État où l'activité est exercée et n'a pas suffisamment de revenus dans l'État de résidence pour que sa situation personnelle et familiale soit prise en considération dans son pays de résidence. Dans l'affaire Wielockx (C-80/94 du 11/8/1995), la Cour a étendu ce raisonnement aux travailleurs indépendants. La Commission a demandé aux États membres de revoir leur législation fiscale à la lumière de ces arrêts de la Cour et d'indiquer quels amendements ils se proposent de faire lorsque cela s'avère nécessaire. Un certain nombre d'États ont déjà adapté leur législation sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour la rendre conforme avec les arrêts de la Cour ou la recommandation de la Commission.

Différences de fiscalité entre les États membres

Taux d'imposition des entreprises (total État central et régions)¹ (Taux de base, en %)

	1980	1985	1991	1993	1994
B	48	45	39	39	39
DK	37	50	38	38	34
D	61.5/44.3	61.7/44.3	56.5/44.3	58.6/46.0	45/30
GR		49	46(40) ²	46(35) ²	40(35) ²
E	33	33	35	35	35
F	50	50	34/42	34	33.3
IRL	45	50(10) ³	43(10) ³	40(10) ³	40
I	36.3	47.8/36	47.8/36	47.8/36	52.2
L	45.5	45.5	39.4	39.4	39.4
NL	46	42	35	35	35
A	61.5/38.3	61.5/38.3	39	39	34
P	51.2/44	51.2/44	39.6	39.6	39.6
SF	40	40	40	25	25
S	40	52	30	30	28
UK	52	40	34	33	33

¹ Lorsque deux taux sont donnés, le premier indique le taux d'imposition sur les bénéfices réinvestis et le second le taux d'imposition sur les distributions.

² Un taux plus bas (Par ex. 40% en 1991) est appliqué lorsque les entreprises sont cotées à la bourse d'Athènes.

³ Les chiffres entre parenthèses indiquent les taux d'imposition appliqués dans l'industrie manufacturière.

Source: OCDE

Recettes fiscales des Etats membres (en % du PIB)

	Impôts indirects		Impôts directs		Total impôts indirects et directs		Prélèvements sociaux		Total des recettes fiscales	
	1990	1995	1990	1995	1990	1995	1990	1995	1990	1995
B	12.3	12.8	17.1	17.8	29.4	30.6	17.2	17.5	46.5	48.1
DK	17.7	18.1	29.2	31	46.9	49.1	2.6	2.7	49.5	51.8
D¹	12.5	13.2	11.2	11.5	23.7	24.7	16.9	19.4	40.5	44.1
GR	13.2	15.2	5.5	6	18.7	21.2	11.4	12.7	30.1	33.9
E	10.7	11.5	12	11.4	22.7	22.9	13	13.8	35.7	36.6
F	15.1	15.1	8.9	9.5	24	24.6	21	21.1	45	45.6
IRL	16.4	15.8	13.8	14.7	30.2	30.5	5.2	5.2	35.4	35.7
I	10.6	12	14.4	15.1	25	27.1	14.4	15.2	39.5	42.3
L	15.4	16.4	16.8	12.7	32.2	29.1	13.3	12.5	45.5	41.5
NL	12.3	13	15.5	13.3	27.8	26.3	17	18.8	44.9	45.1
A	16	15.3	13.3	13.3	29.3	28.6	14.8	15.6	44	44.2
P	13.8	14.2	8.4	9.1	22.2	23.3	9.9	11.1	32.1	34.5
SF	15.1	14.1	18	16.4	33.1	30.5	13	15	46.2	45.4
S	17.2	14.7	23.4	22.3	40.6	37	15.6	14.2	56.2	51.2
UK	15.8	16.2	14	13	29.8	29.2	6.3	6.2	36.1	35.5
EURIS	13.6 ²	13.9	13 ²	12.8	26.6 ²	26.7	15 ²	16	41.6 ²	42.7

¹ 1990: Allemagne de l'Ouest

² 1987

Source: Services de la Commission.

Legislation communautaire en matière de fiscalité directe

Les principes les plus importants du Traité CE en matière de fiscalité directe sont:

- la libre circulation des personnes (Article 48)
- la liberté d'établissement (Article 52)
- la libre circulation des services (Article 59)
- la libre circulation des capitaux (Article 67).

En toile de fond de toutes ces libertés ont retrouvé l'interdiction d'exercer des discriminations fondées sur la nationalité (article 6).

Outre la législation primaire du Traité CE, le Conseil a adopté une législation secondaire spécifique pour la fiscalité directe. Ces directives fournissent des règles communes dans les domaines importants suivants:

- La directive sur l'assistance mutuelle (77/799 du 19/12/1977) établit un cadre pour la coopération administrative entre les autorités fiscales des Etats membres, notamment pour l'échange d'informations. Son objectif est de combattre la fraude et l'évasion fiscale à l'intérieur de l'Union afin de réduire les pertes budgétaires liées aux activités économiques transfrontières. Le champ d'application de cette directive a été étendu à la fiscalité indirecte.
- La directive sur les fusions (90/434 du 23/7/1990) permet aux entreprises d'un Etat membre de réorganiser leurs activités sans être confrontées à des barrières fiscales et ainsi de pouvoir bénéficier davantage des opportunités du Marché Unique. Cette directive reporte dans le temps la charge fiscale qui pèse sur les entreprises lors de réorganisations transfrontières.
- La directive sur les filiales (90/435 du 23/7/1990) améliore également le fonctionnement du Marché Unique pour les activités transfrontières. Cette directive permet, dans certains cas, de supprimer les obstacles fiscaux à la distribution de bénéfices

entre une filiale établie dans un Etat membre et la maison-mère établie dans un autre Etat membre.

- La directive sur le droit d'apport (69/335 of 17/7/1969) abolit le droit d'apport en cas de fusions ou transferts d'entreprises et garantit que les rassemblements de capitaux ne soient pas grévés par d'autres taxes de même nature.
- Les Etats membres ont également signé une Convention, basée sur une proposition de directive de la Commission, pour soumettre à un arbitrage les différends qui peuvent apparaître entre eux lors d'une réévaluation des prix de transfert pour des raisons fiscales entre sociétés apparentées (Convention d'Arbitrage du 23/7/1990). Ceci permet d'éviter la double imposition.

La Commission a également fait six propositions concernant la fiscalité directe qui sont actuellement sur la table du Conseil. Il s'agit notamment de:

- la proposition visant à étendre le champ d'application des directives sur les fusions et sur les sociétés-mères et les filiales de manière à garantir une plus grande uniformité au regard des types de sociétés qui peuvent bénéficier des deux directives de 1990;
- une proposition de 1991 visant à prendre en compte les pertes des filiales et des établissements stables dans d'autres Etats membres en déterminant les bénéfices imposables des entreprises communautaires;
- une proposition de 1989 instaurant un système commun de retenue à la source;
- une proposition de 1989 visant à étendre le champ d'application de la directive sur l'assistance mutuelle permettant de passer outre les règles nationales sur la protection de la vie privée lorsqu'il existe un soupçon suffisant d'importante fraude fiscale.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter
David Clissitt
DGXV/A-4
TEL: (+32.2)295 27 02
FAX: (+32.2)295 63 77
E-mail: A4@dg15.cec.be

Harmonized consolidated accounts:

First 5 years evaluation shows encouraging results

The 7th Directive on harmonization of consolidated accounts (Directive 83/349/EEC) has been successful in improving equivalence and comparability of consolidated accounts in the Member States. The first evaluation made by the Commission after five years of implementation shows that the options afforded by the Directive have been implemented differently in the Member States, but that no countries have experienced problems in their practical use. Furthermore, there were no indications that the use of the options had impaired the equivalence and comparability of consolidated accounts from different European countries. Consequently no changes of the Directive are needed.

Two results of the study are of particular interest. One important result is that the concept of legal control must now be seen as the main approach in Europe when defining groups. Further, all Member States have made use of the option to exempt small and medium-sized groups from the consolidation requirement. This is an important step towards deregulation and facilitating of rules for companies below a certain size.

These results show that the 7th Directive has been a useful instrument for harmonization of consolidated accounts in Europe. Consolidated accounts, especially those of "global players", are also in special focus in the New Accounting Strategy launched by the Commission in 1995¹ (see next page).

The 7th Directive was adopted in 1983, and most Member States transposed it into national law in the beginning of the 1990's. Article 50 of the Directive contains the following options concerning the scope of consolidation and exemptions from the requirement to make consolidated accounts:

- exemption of small and medium-sized groups, financial holding companies and intermediate groups from the consolidation requirement;
- waiving of the consolidation requirement where the parent undertaking is not a company limited by shares;
- requirement of consolidation of horizontal groups, where companies are linked by common management or by contract;
- introduction of more detailed provisions in the case where a parent undertaking controls a majority of the voting rights in a given subsidiary because of agreements with other shareholders;
- possibilities of not applying the 4th Directive to subsidiary or parent undertakings.

During the negotiations in the Council it was feared that these options might undermine the Directive's objectives of equivalence and comparability, and cause practical problems. It was therefore decided that the use of the options in the Member States should be reviewed after five years, and that appropriate changes in the Directive should be proposed if necessary.

¹ "Accounting harmonization: a new strategy vis-à-vis international harmonization", COM(95)508 of 14/11/95.

References:

Commission report on Member States experience in applying the provisions listed in article 50 of the Directive 83/349/EEC on consolidated accounts, COM(96)94 of 20/3/1996.

For more information, please contact
Josef Broichhagen,
DGXV/D-3
TEL: (+32.2)295 45 65
FAX: (+32.2)299 47 45
E-mail: D3@dg15.cec.be

New Account

Fin

Resümee

Im Rahmen der "Neuen Strategie auf dem Gebiet der Rechnungslegung", die von der Kommission im November 1995 verabschiedet worden war, hat der mit der Beratung der Kommission betraute Kontaktausschuß auf dem Gebiet der Rechnungslegungsrichtlinien die Verträglichkeit der internationalen Rechnungslegungsgrundsätze mit den EU-Rechtslegungsrichtlinien geprüft. Im Mittelpunkt der Arbeit standen die konsolidierten Abschlüsse, da nur sie auf den internationalen Kapitalmärkten als Finanzausweise akzeptiert werden. Diese Untersuchung hat ergeben, dass die erforderlichen internationalen Rechnungslegungsnormen nur in einigen sehr beschränkten Fällen mit den EU-Rechtslegungsrichtlinien in Konflikt treten. Die Ergebnisse der Analyse des Kontaktausschusses sind Gegenstand eines Dokuments, das in Kürze veröffentlicht werden dürfte.

The Contact Committee on the Accounting Directives, which is an advisory body to the Commission, has carried out a detailed examination of the compatibility between the international accounting standards and EC Accounting Directives. The work, which is part of the New Accounting Strategy adopted last November by the Commission¹, has focused on consolidated accounts because these are the accounts which are requested by capital markets world-wide. The Committee's conclusion is that the requirements of International Accounting Standards conflict with the provisions of the European Accounting Directives only in a very limited number of cases. The results of the Contact Committee's examination are presented in a document which will be published shortly.

Several world-wide transnational corporations face the problem that the consolidated accounts they prepare according to their national legislation are not accepted by stock exchanges in other countries. As a consequence, these companies are often requested to prepare a second set of consolidated accounts, a process which is burdensome, costly and may generate confusion among users. In order to solve this problem, the International Accounting Standards Committee (IASC) and the International Organisation of Securities Commissions (IOSCO) have agreed on a joint working programme, which aims to produce by 1998 a core set of International Accounting Standards (IAS) to be applied by companies seeking a multinational listing of their securities.

European companies which seek a stock exchange listing outside the EU also suffer from the fact that their consolidated accounts (which are prepared on the basis of their national legislation following from the EU Accounting Directives) are not accepted in other securities markets outside Europe. In order for European companies to prepare only one set of

consolidated accounts accepted world-wide, it is therefore important that both the IOSCO-IASC agreement is successful and that IAS issued by the IASC according to that agreement are in line with European accounting requirements.

It is in this context that the Commission adopted on 14 November 1995 a "New Accounting Strategy". This new strategy has as its main objective to associate the EU more closely with the efforts undertaken by IOSCO and IASC, with a view to European companies which operate internationally preparing their consolidated accounts on the basis of IAS. However, this is possible only to the extent that IAS conform with the European Accounting Directives.

Action at the European level

As a first step, the Contact Committee on the Accounting Directives, which is an advisory body to the Commission, has carried out a detailed examination of the compatibility between the IAS issued by the end of 1995 with the requirements following from the Accounting Directives, notably the 4th Directive (78/660/EEC), the 7th Directive (83/349/EEC) and the Bank Accounts Directive (86/635/EEC). The analysis carried out by the Contact Committee is based on the assumption that a European company preparing its consolidated accounts according to national legislation (and therefore to the Accounting Directives) wishes, at the same time, to comply with IAS. The question therefore arises whether it can do this and to what extent. The analysis of the Contact Committee has made clear that only a limited number of cases exist where the requirements of IAS are in conflict with those contained in the Accounting Directives. These cases relate to the treatment of negative goodwill in consolidated accounts and to the scope of consolidation. The Contact Committee has concluded that the best way of dealing with these conflicts will be to propose a re-drafting of the relating articles in the 7th Directive, when the Directive is subsequently amended.



ing Strategy:

results



Action at the level of Member States

However, establishing that IAS are in conformity with the Accounting Directives is only a first essential step, if Member States are to allow their large companies to prepare their consolidated accounts on this basis. In fact, an important characteristic of the Accounting Directives is that they give to Member States, and sometimes directly to companies, the possibility of adopting in certain circumstances optional accounting treatments. When these options exist it is possible that one or more of the optional accounting treatments which are permitted under the Directives are not applicable under specific IAS: a problem of compatibility will of course arise only when such options have been selected. The document lists some of these options, the adoption of which would generate a conflict with IAS. When the options are given to Member States, the Contact Committee has concluded that it will be up to the Member State which has selected these options to adopt the necessary amendments to its legislation, if it wants to allow its companies to apply IAS. When the options are given directly to companies, the Contact Committee has concluded that such options would logically not be selected by companies wishing to apply IAS.

A new look at the Directives

Another extremely important aspect of the work carried out by the Contact Committee is that the examination of the conformity between IAS and the Accounting Directives has given to the Committee an additional opportunity to discuss in depth some problems of interpretation relating to the Accounting Directives themselves. As a consequence, a number of important issues which in the past have been the source of lengthy debates in Europe have finally found a solution. The Contact Committee has for instance come to the important conclusion that the inclusion of positive exchange differences in the consolidated profit and loss account is under certain circumstances acceptable on the basis of the prudence principle. The Committee has decided to deal also with these issues, in order to dissipate the

doubts of conformity between IAS and the Accounting Directives which could have arisen because of a divergent interpretation of some provisions of the Directives.

Follow up

The work carried out by the Contact Committee is not only significant from a purely technical point of view. The very short time which was needed to complete this work (4 months) has proved the effectiveness of the flexible approach provided for in the new accounting strategy. This has resulted in an enhanced collaboration between the Commission and the Member States, which takes place through a system of informal meetings held in each Member State under the chairmanship of the Commission.

As said before, although the document prepared by the Contact Committee constitutes a very important achievement, it is only a first step. European companies are not directly subject to the Accounting Directives but to the national legislation implementing the Accounting Directives and to national accounting standards. Therefore, national authorities are now invited to reflect on the contents of the document and possibly undertake a similar examination relating to the national rules issued within the context of the implementation of the Accounting Directives, as well as other rules adopted at national level which are not directly linked to those provisions.

At its last meeting, the Contact Committee also set up a Technical Subcommittee, which will take care of future international developments. The main tasks of this Technical Subcommittee will consist in providing for an effective European input into the work of the IASC and examining the conformity of future IAS with the Accounting Directives.

¹ Communication on "Accounting Harmonization: a new strategy vis-à-vis International Harmonization", COM(95)508 (see also *Single Market News* N°2 of February 1996, p.14-15).

Résumé

Dans le cadre de la nouvelle stratégie comptable adoptée par la Commission en novembre 1996, le Comité de contact des directives comptables, chargé de conseiller la Commission, a effectué une analyse sur la compatibilité entre les normes comptables internationales et les directives comptables communautaires. Le travail a porté sur les comptes consolidés car ce sont ces comptes qui sont exigés par les marchés boursiers à l'échelle mondiale. Cet examen a notamment permis au Comité de conclure que les exigences posées par les normes comptables internationales n'entraient en conflit avec les dispositions des directives comptables que dans un nombre de cas très limités. Les résultats de l'analyse du Comité de contact sont rassemblés dans un document qui sera publié prochainement.

For more information,
please contact
Karel Van Hulle
DGXV/D-3
TEL: (+32.2)295 79 54
FAX: (+32.2)299 47 45
E-mail: D3@dg15.cec.be

Libre circulation

Première réunion

IN BRIEF

Right to vote and to stand as a candidate in municipal elections

On 13 May 1996, the General Affairs Council adopted Directive 96/30/EC¹ modifying Council Directive 94/80/EC on the right to vote and to stand as a candidate in municipal elections for citizens of the Union residing in a Member State of which they are not nationals². The annex of Directive 94/80 is thus amended in order to include, for the three new Member States, the references to the municipalities in which non-national Union citizens are now entitled to participate in the elections on the same conditions as nationals.

¹ EC Official Journal N° L122 of 22/5/1996

² EC Official Journal N° L368 of 31/12/1994

For more information, please contact
Fabrizia Benini
DG XVI/A-3
TEL: (+32.2)296 64 17
FAX: (+32.2)295 60 90
E-mail: A3@dg15.cec.be

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter
Patricia Girard
DGXVI/E-2
TEL: (+32.2)296 18 24
FAX: (+32.2)295 93 31
E-mail: E2@dg15.cec.be



Le Groupe de Haut Niveau sur la libre circulation des personnes, dont la création a été décidée par la Commission le 24 janvier 1996¹, a tenu sa première réunion sous la présidence de Simone Veil le 23 avril 1996 à Bruxelles. Ce Groupe est chargé d'examiner les difficultés (d'ordre juridique, pratique et administratif) que rencontrent les individus pour aller vivre ou travailler dans un autre Etat membre de l'Union. Le rapport du Groupe, qui sera présenté à la Commission fin février 1997, comportera une analyse des problèmes et des recommandations pour y remédier. Il aidera la Commission dans ses travaux préparatoires d'un Livre blanc sur la libre circulation des personnes.

La Commission attache la plus grande importance aux droits fondamentaux des personnes de vivre ou travailler partout dans l'Union. Ces droits, qui existent déjà dans le droit communautaire (notamment dans les articles 7A, 48 et 52 du Traité CE)², constituent des avantages concrets et réels de l'intégration européenne pour les citoyens. En outre, la libre circulation des travailleurs améliore la mobilité de l'emploi et contribue ainsi à la lutte contre le chômage. De nombreux citoyens exercent ces droits mais des obstacles considérables persistent et beaucoup reste à faire.

Des solutions concrètes aux problèmes sur le terrain

Les travaux du Groupe viseront, en premier lieu, les problèmes rencontrés par les citoyens actifs (demandeurs d'emploi, travailleurs salariés et indépendants, y compris les travailleurs frontaliers) qui cherchent à travailler dans un autre Etat membre. Dans ce contexte, la Commission a demandé au Groupe d'examiner la question des entraves à la libre circulation des travailleurs liées au transfert des droits à pension complémentaire. Le Groupe se penchera également sur les problèmes des migrants inactifs (tels les membres de la famille du travailleur migrant), sans omettre les problèmes que rencontrent les ressortissants de pays tiers légalement établis dans un Etat membre lorsqu'ils souhaitent s'installer dans un autre Etat membre pour des raisons professionnelles.

A cette fin, le groupe étudiera:

- la manière dont les instruments juridiques existants sont appliqués, les moyens de les améliorer ou de rendre leur fonctionnement plus efficace;
- de nouvelles mesures susceptibles de compléter l'arsenal législatif actuel en vue de supprimer certains obstacles subsistants.

Resümee

Die hochrangige Arbeitsgruppe auf dem Gebiet der "Freizügigkeit" trat am 13. April 1996 in Brüssel unter dem Vorsitz von Frau Simone Veil (ehemalige Präsidentin des Europäischen Parlaments und ehemalige französische Ministerin für Soziales und Gesundheit) zu ihrer ersten Sitzung zusammen. Sie mußte sich mit verschiedenen Problemen (rechtlicher, verwaltungsmäßiger und praktischer Natur) befassen, mit denen Privatpersonen bei der Ausübung ihres Rechts auf Arbeit und Niederlassung in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union konfrontiert worden waren. Die Arbeitsgruppe wird nun einen Bericht erstellen, in dem die derzeitige Lage analysiert wird, sowie Empfehlungen für weitere Maßnahmen abgeben. Der Bericht soll der Kommission bis Ende Februar 1997 vorliegen und ihr bei der Abfassung eines Weißbuchs über "Freizügigkeit" helfen.

es personnes:

roupe à Haut Niveau

Le Groupe est composé de neuf membres indépendants de la Commission. Ils proviennent de différents Etats membres et de différents secteurs d'activités et possèdent une solide expérience dans les affaires communautaires, les affaires sociales et dans le domaine de la libre circulation des personnes:

Les membres du Groupe

Simone VEIL (F)	Ancienne présidente du Parlement européen, ancien ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville (1993-95), ministre de la santé (1974-76), ministre de la santé et de la sécurité sociale (1976-79)
Maria Helena ANDRÉ (P)	Secrétaire confédérale de la Confédération Européenne des Syndicats (CES)
Guido BOLAFFI (I)	Directeur général du ministère des Affaires Sociales, de la Famille et de la Solidarité sociale, expert des problèmes d'immigration
Carlota BUSTELO (E)	Experte du Comité économique et social du Ministère du travail à Madrid, ancienne directrice de l'Instituto de la Mujer
Dr. Kai HAILBRONNER (D)	Professeur de droit constitutionnel à Constance, spécialiste en droit international et en droit communautaire
Anna HEDBORG (S)	Directeur général du Conseil National des Assurances Sociales, ministre de la Sécurité Sociale 1994-1996
Prof. David O'KEEFFE (IRL)	Professeur de droit communautaire à l'Université de Londres (University College of London)
Pierre PESCATORE (LUX)	Ancien juge à la Cour de Justice de la Communauté Européenne
Tony VENABLES (UK)	Directeur d'Euro Citizens Action Service (ECAS)

Summary

The High-Level Panel on the free movement of persons held its first meeting on 13 April 1996 in Brussels under the chairmanship of Mrs Simone Veil (Former President of the European Parliament, former French Minister for Social Affairs and Health). The working party was asked to examine the various problems (of a legal, administrative and practical nature) encountered by individuals when exercising their right to work and settle in another Member State of the Union. The working party will draw up a report analysing the situation and making recommendations for action. The report will be submitted to the Commission at the end of February 1997 and will help the Commission to draft a White paper on free movement of persons.

Appel à contributions

Pour identifier et analyser ces problèmes, le Groupe utilisera diverses méthodes. Il compte notamment procéder à des auditions de personnes s'intéressant aux questions de libre circulation. Ces personnes, qu'il s'agisse de membres d'organisations non-gouvernementales qui traitent de questions de libre circulation des personnes ou de particuliers, sont invitées à manifester leur intérêt en vue d'une éventuelle participation (sous forme de contribution écrite ou orale) aux travaux du Groupe.

Elles peuvent se manifester par:

- **TEL:** (+32.2) 296.95.23
- **FAX:** (+32.2) 295.93.31
- **E-mail:** E2@dg15.cec.be
- **lettre** adressée à la:
Commission européenne, DGXV/E-2,
rue de la Loi 200,
1049 Bruxelles, Belgique.

Schengen: du Portugal à la Finlande et de l'Islande à la Grèce ...

Depuis le 1er mai 1996, le Danemark, la Suède, la Finlande, l'Islande et la Norvège participent en tant qu'observateurs à l'ensemble des réunions dans le cadre de Schengen. Cette décision a été prise par le Comité Exécutif de Schengen le 18 avril à La Haye. Pour le Danemark, la Suède et la Finlande, ce statut d'observateur représente un premier pas en vue de l'adhésion aux accords de Schengen, tandis que pour la Norvège et l'Islande, qui ne sont pas membres de l'UE, la participation aux travaux en tant qu'observateurs est le prélude à la signature prochaine d'un accord de coopération avec Schengen. Après une année de fonctionnement, la Convention d'application de Schengen a montré qu'il était tout à fait possible de créer un espace à l'intérieur duquel les personnes peuvent circuler librement sans devoir subir de contrôles aux frontières internes tout en maintenant le respect de l'ordre public et de la sécurité des Etats et de leurs citoyens. La prochaine réunion du Comité Exécutif aura lieu le 27 juin à La Haye, après quoi les Pays-Bas passeront le flambeau de la présidence de Schengen au Luxembourg et le Portugal prendra le relais au 1er semestre de 1997.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter
Jan De Ceuster,
DGXV/A-3
TEL: (+32.2) 296 10 72
FAX: (+32.2) 295 60 90
E-mail: A3@dg15.cec.be

Commercial c

Commission opens the

Résumé

Les problèmes soulevés par les communications commerciales (publicité, marketing direct, parrainage, promotion des ventes et relations publiques) en terme de Marché Unique et les solutions à y apporter dans le futur sont au centre d'un Livre vert adopté par la Commission le 8 mai 1996. Le Livre vert analyse les disparités qui existent entre les législations nationales dans ce domaine et attire l'attention sur le fait que ces disparités pourraient aggraver les problèmes existants avec l'avènement de la Société de l'Information. Dans ce Livre vert, la Commission propose notamment de mettre en place une procédure pour évaluer la proportionnalité et la cohérence des mesures nationales et communautaires qui touchent ce secteur. Toutes les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs commentaires sur ces propositions d'ici fin octobre 1996. A la lumière de ces consultations, la Commission décidera de la nature et de la forme de sa future politique dans ce domaine.

Single Market problems in the area of commercial communications (advertising, direct marketing, sponsorship, sales promotion and public relations) and future policy options to tackle this issue are the subject of a Green Paper adopted by the Commission on 8 May 1996. The Green Paper includes a comprehensive analysis of disparities between existing national regulatory frameworks in this area. Given the increasingly cross-border nature of these services, existing problems could worsen with the advent of the Information Society. The Green Paper seeks the views of the Member States, the European Parliament and interested parties on a proposed procedure to assess the proportionality and coherence of national and Community measures affecting this crucial economic sector. It also suggests the creation of a structured dialogue to improve coordination between all interested parties. On the basis of the responses, due by October 1996, the Commission will take decisions on the nature and form of its future approach in this area.

As Commissioner Monti explained when presenting the decision: "With this Green Paper we seek to better clarify what needs to be done if the Single Market is to be fully applied in the area of commercial communications. These proposals should be welcomed by the Member States, the European Parliament and interested parties since they amount to a constructive and balanced response to an evident problem. They demonstrate how the Commission does not contest the need for regulation aiming to protect general interest objectives but instead seeks to ensure that its future decisions and actions will lead to the effective safeguarding of these objectives whilst also helping achieve the growth and employment benefits resulting from an integrated Single Market for commercial communication services".

A market of 75 billion Ecus

Some 250,000 people are employed in Europe in the sectors covered by this Green Paper and in 1993 they generated a turnover of approximately 75 billion Ecus. Since these services form an integral part of any firm's or organisation's marketing strategy, they play an essential role in the integration of the Single Market.

Notwithstanding the strong cultural differences that characterise the European market, the development of cross-border trade is increasingly relying on cross-border provision of these services. For example, in a survey undertaken to prepare this Green Paper¹, no less than 80% of responding media operators sold advertising space to users of commercial communication services from other Member States.

This cross-border flow in such services can be expected to further develop with the advent of on-line interactive media and electronic commerce in the Information Society.

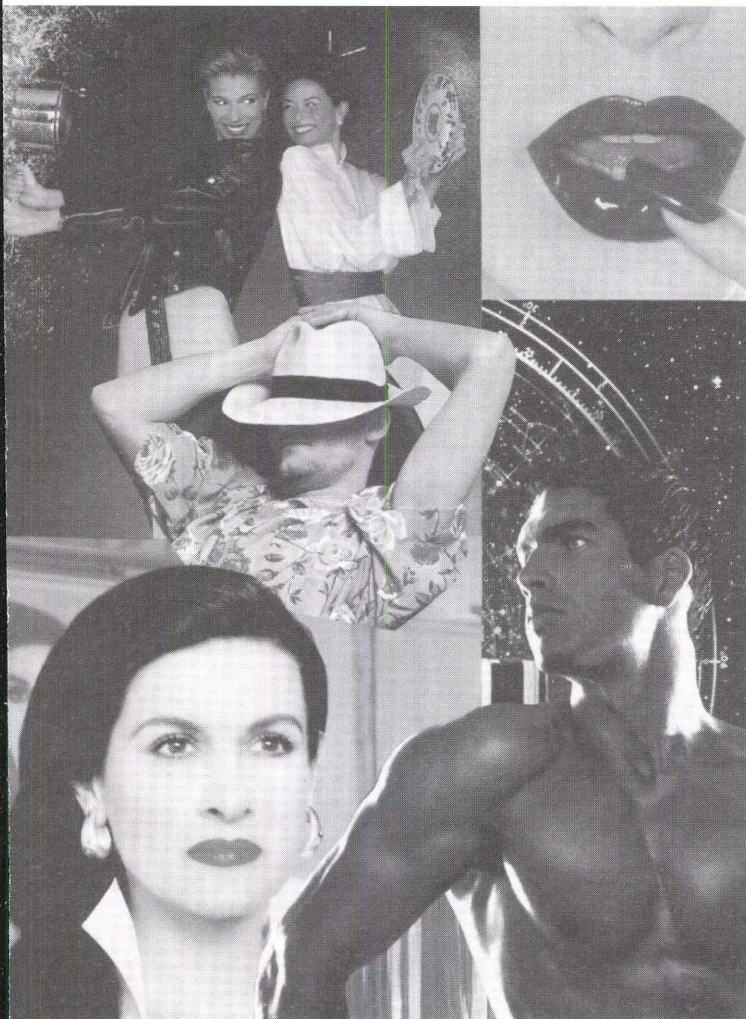
Review of potential regulatory barriers

A comparative review of national regulatory featured in the Green Paper shows that these services are regulated for a host of public interest objectives. The Green Paper recognises the need to safeguard these objectives but demonstrates that the significant differences in measures across Member States could lead not only to inefficient protection of public interest objectives but also raise the cost of providing cross-border services.

A preliminary list of the differences which can give rise to problems is provided for consultation. This demonstrates clearly that the Commission, under its various policy objectives, will be called upon to act, on a case by case basis, through dialogue with the Member States, infringement procedures and/or through harmonisation.

Communications:

ate with a Green Paper



Towards a consistent approach for commercial communications policy

The proposals made in the Green Paper seek to create a well-informed, structured dialogue with interested parties to ensure that the Commission will be able to act in an efficient and well-balanced manner in the future. Given the rapidly changing nature of commercial communication services, the Commission's appreciation of the issues should evolve in line with the development of these activities.

The Green Paper seeks to be the first step of this dynamic commercial communications policy.

Recognising that a case by case regulatory review is necessary, three key operational proposals are suggested:

1. a methodology to deliver a more uniform assessment. This represents a fact-finding, optional procedure to assess the proportionality and coherence of national measures and future Community proposals in the field. Based on the case law of the EC's Court of Justice and an economic evaluation of the functioning of commercial communications, this methodology should help identify the key factors that future policy decisions should be founded upon. It should be stressed that it is an assessment methodology and not a test. It will help ensure that the Commission's decisions are as well-informed as possible. Furthermore, it will serve to structure the dialogue with interested parties before taking policy decisions.
2. the establishment of a Committee of Member States' representatives chaired by the Commission to facilitate dialogue between the Commission and the Member States. This would discuss the specific problems raised by the review on the basis of the common proportionality assessment methodology. It would act as a forum for administrative co-operation in the field of commercial communications in particular on issues relating to new developments in this field, notably with the advent of the Information Society.
3. an improved information exchange between the Commission and interested parties, in the spirit of increasing transparency and making every effort to ensure that future Commission decisions can draw on the most up to date information.

These proposals will now be the subject of wide consultations until the end of October 1996 when, on the basis of the responses of interested parties, the Commission will take decisions as to the nature and form of its future policy approach in this area.

¹ "Report on a market research survey on commercial communications across the EU", BMRB International, London, October 1994

Resümee

Die von der kommerziellen Kommunikation (Werbung, direktes Marketing, Sponsoring, Absatzförderung und Öffentlichkeitsarbeit) aufgeworfenen Probleme im Rahmen des Binnenmarktes und die entsprechenden künftigen Lösungen sind Gegenstand eines von der Kommission am 8. Mai 1996 angenommenen Grünbuchs. In ihm werden die Unterschiede zwischen den einschlägigen nationalen Rechtsvorschriften analysiert sowie auf die Tatsache aufmerksam gemacht, daß diese Disparitäten die vorhandenen Probleme mit der Verwirklichung der Informationsgesellschaft noch verschärfen könnten. In diesem Grünbuch schlägt die Kommission insbesondere die Einführung eines Verfahrens zur Bewertung der Verhältnismäßigkeit und der Kohärenz der diesen Sektor betreffenden nationalen und gemeinschaftlichen Maßnahmen vor. Alle beteiligten Seiten werden gebeten, der Kommission ihre Kommentare zu diesen Vorschlägen bis Ende Oktober 1996 zukommen zu lassen. Auf dieser Grundlage wird die Kommission dann über die Art und die Ausgestaltung ihrer künftigen Politik auf diesem Gebiet befinden.

References:
COM(96)192 of
8/5/1996.

For more information,
or to comment on the
Green Paper please contact
Jean Bergevin, DGXV/E-5
TEL: (+32.2) 295 16 39
FAX: (+32.2)295 77 12
E-mail: E5@dg15.cec.be

Modèle d'utilité:

Un rapprochement des régimes nationaux est jugé nécessaire

EN BREF

Plant-protection inventions: effective protection for 15 years



The Council adopted on 10 June 1996 the Regulation concerning the creation of a supplementary protection certificate for plant protection products. The objective of this Regulation is to provide for an extension of patent protection for inventions in the plant protection sector, once the basic patent has expired. This additional protection, which may not exceed 5 years, will guarantee effective protection for 15 years. This measure should contribute to creating a favourable legal framework for the European research-based plant protection industry. The Regulation will enter into force six months after its publication in the EC Official Journal. The supplementary protection certificate will be applied at and delivered by national patent offices of the Member States.

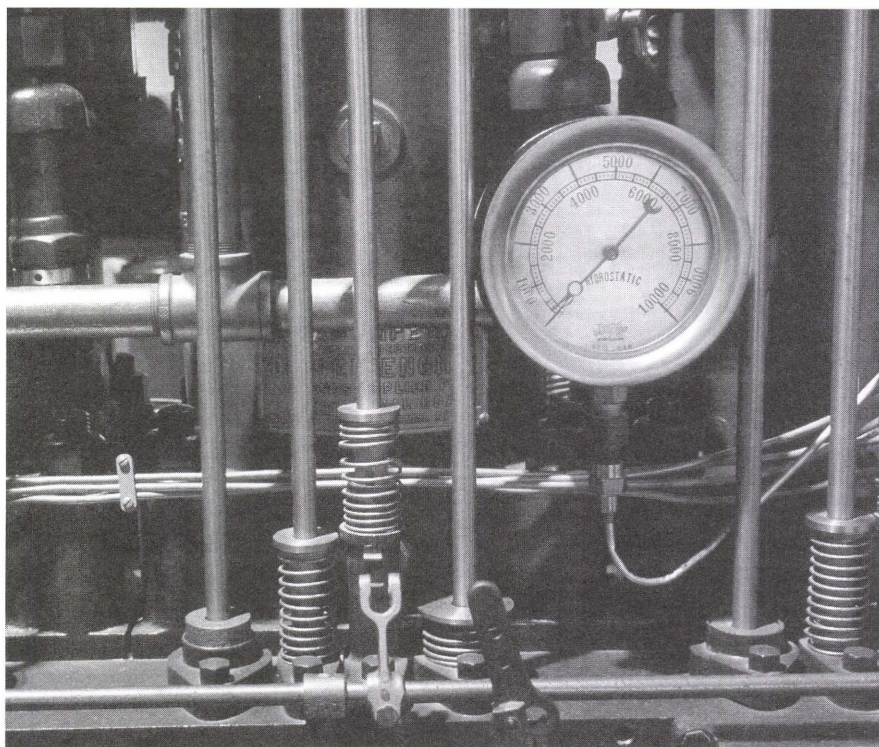
For more information, please contact Pascal Leardini, DGXV/E-3
TEL: (+32.2)296 13 06
FAX: (+32.2)296 17 36
E-mail: E3@dg15.cec.be

La consultation qui a suivi la publication du Livre vert sur le modèle d'utilité en juillet 1995¹ (voir Single Market News N°1, p.16) a été un succès: la DGXV a reçu près de 90 commentaires de la part des milieux intéressés et, à une très large majorité, ils partagent l'avis de la Commission sur l'importance économique de bénéficier d'une protection par modèle d'utilité, surtout pour les petites et moyennes entreprises et les inventeurs individuels. La majorité d'entre-eux ont également estimé que les différences entre les systèmes de protection par modèle d'utilité qui existent actuellement dans les Etats membres représentent un frein à la libre circulation des marchandises et qu'il est nécessaire que la Commission intervienne pour rapprocher les législations nationales dans ce domaine. Les milieux intéressés ont indiqué que l'objectif principal d'une telle action législative devrait être de mettre à la disposition des entreprises qui le souhaitent, partout dans la Communauté, un moyen de protéger les inventions techniques par un droit enregistré, sans examen de la nouveauté ni du degré d'inventivité.

Le Comité Economique et Social a déjà adopté en mars 1996 un rapport dans lequel il invite la Commission à légiférer dans ce domaine - le CES propose non seulement une harmonisation du droit fondamental des modèles d'utilité, mais également des procédures et délais relatifs à ce système - et l'avis du Parlement européen est attendu prochainement. C'est à la lumière de toutes ces contributions qu'une proposition législative pourrait ensuite être préparée par la Commission.

Pour rappel, le modèle d'utilité est un titre de protection industrielle destiné à protéger les inventions techniques qui ne sont pas assez innovatrices pour bénéficier d'une protection par brevet. Les principales raisons invoquées pour demander une protection par modèle d'utilité sont la rapidité, des formalités d'enregistrement simples, un coût peu élevé et des exigences moindres que pour obtenir un brevet.

¹ Livre vert sur le modèle d'utilité, COM(95)370 final du 19/7/95.



Pour plus d'informations, vous pouvez contacter
Pascal Leardini,
DGXV/E-3
TEL: (+32.2)296 13 06
FAX: (+32.2)296 17 36
E-mail: E3@dg15.cec.be

Marchés publics:

Garanties de recours insuffisantes en Grèce

La Commission a décidé le 3 avril 1996 de saisir la Cour de Justice à l'encontre de la Grèce pour mauvaise transposition de la directive relative aux procédures de recours en matière de passation de marchés publics de travaux. Cette directive est essentielle pour le bon fonctionnement des règles communautaires sur les procédures de passation de marchés publics ouvertes et compétitives parce qu'elle exige que toute personne ou entreprise qui serait injustement traitée pendant une procédure de passation de marchés puisse introduire un recours au niveau national de façon efficace et rapide contre une éventuelle irrégularité.

La Commission considère que le cadre juridique général existant en Grèce ne garantit pas la protection juridique prévue par la directive voies de recours et que la Grèce a donc manqué à ses obligations de mettre en oeuvre cette directive en droit national. Il est notamment reproché à la Grèce de ne pas avoir adopté de mesures provisoires efficaces pour suspendre les procédures de passation de marchés pendant l'examen des plaintes et pour faire appliquer les décisions de justice à l'encontre des pouvoirs adjudicateurs dans le domaine des travaux publics.

Références:
directive 89/665/CEE
sur les procédures
de recours en matière
de passation de
marchés publics,
Journal Officiel CE
N°L395 du 30/12/89.

Pour plus d'informations,
vous pouvez contacter
Christian Servenay
DGXV/B-3
TEL: (+32.2)295 51 39
FAX: (+32.2)296 09 62
E-mail: B3@dg15.cec.be

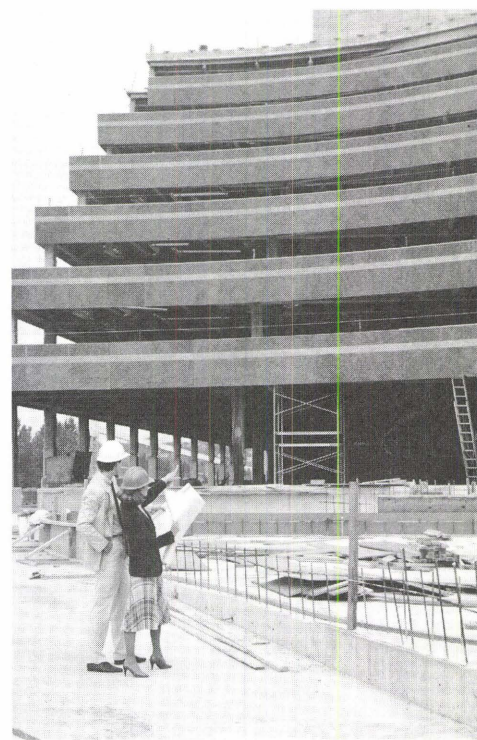
Marchés publics:

L'affaire du "centre Sankt Pölten" devant la Cour

La Commission a décidé le 3 avril 1996 de saisir la Cour de Justice à l'encontre de l'Autriche pour avoir violé les règles communautaires sur les marchés publics. Selon la Commission, les procédures de marchés publics passées en vue de la construction du centre administratif et culturel de Sankt Pölten (nouvelle capitale du Land de Niederösterreich) n'étaient pas conformes aux règles communautaires à plusieurs égards. Par exemple, les appels d'offres défavorisaient les fournisseurs d'autres États membres, ne spécifiaient pas les critères d'attribution et n'ont pas été publiés au Journal Officiel CE. En outre, une loi de Niederösterreich de 1995 prévoyait une exemption des règles sur les marchés publics qui n'était pas compatible avec le droit communautaire.

La Commission a ouvert en 1995 des procédures d'infraction formelles en vertu de l'article 169 du Traité CE. Dans ses contacts bilatéraux avec les autorités autrichiennes, la Commission a insisté sur l'application immédiate du droit communautaire. À la fin de 1995, les

autorités autrichiennes ont assuré à la Commission que ces pratiques avaient été changées et que le droit communautaire était maintenant strictement appliqué aux nouvelles procédures de passation de marchés. Il est cependant évident que ces pratiques illégales ont continué même après les contacts avec la Commission. Celle-ci a donc décidé le 26 janvier 1996 d'envoyer à l'Autriche un avis motivé (deuxième étape de la procédure d'infraction) demandant aux autorités autrichiennes de mettre fin aux pratiques illégales de passation de marchés (voir Single Market News N°3). La réponse des autorités autrichiennes n'étant pas totalement satisfaisante, la Commission a décidé de porter l'affaire devant la Cour de Justice.



Pour plus d'informations,
vous pouvez contacter
Matthias Petschke
DGXV/B-3
TEL: (+32.2)296 68 67
FAX: (+32.2)296 09 62
E-mail: B3@dg15.cec.be

Libre établissement/libre circulation des marchandises:

Ouverture d'une procédure d'infraction contre la France

La Commission a décidé début avril d'envoyer une lettre de mise en demeure à la France (au titre de l'article 169 du Traité CE) pour violation des règles du Traité sur le droit d'établissement (article 52) et la libre circulation des marchandises (art. 30). Le problème concerne le refus des autorités françaises d'autoriser l'ouverture dans une zone portuaire près de Rouen d'un centre de distribution et de stockage de ciment appartenant à une société grecque. Les autorités françaises exigent de la part de cette société le respect de prescriptions particulières de protection de l'environnement à la fois excessives et surtout discriminatoires (les sociétés françaises de ciment concurrentes sont soumises à des prescriptions générales moins strictes). Les mesures prises par les autorités françaises ont pour effet d'entraver l'établissement de l'entreprise grecque en France ainsi que d'empêcher la commercialisation en France de ciment légalement fabriqué et commercialisé en Grèce.

Selon la jurisprudence de la Cour de Justice, le principe de l'égalité de traitement n'implique pas seulement la prohibition des discriminations ostensibles, fondées sur la nationalité, mais encore de toute forme dissimulée de discrimination qui, par application d'autres critères de distinction, aboutissent en fait au même résultat. La jurisprudence de la Cour indique également que toute mesure nationale susceptible d'entraver le droit d'établissement ou la libre circulation des marchandises doit notamment être justifiée par des raisons impérieuses d'intérêt général et ne pas aller au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif poursuivi.

La France a 40 jours ouvrables suivant réception de la lettre de mise en demeure pour répondre. En l'absence d'une réponse satisfaisante, la Commission pourrait envoyer aux autorités françaises un avis motivé.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter
Franck Dintilhac
DGXV/B-2
TEL: (+32.2)296 62 34
FAX: (+32.2)295 47 80
E-mail: B2@dg15.cec.be

Hallmarking of precious metals:

Reasoned opinions sent to Ireland and Portugal

The Commission decided on 10 April 1996 to send reasoned opinions (the second stage of infringement proceedings under Article 169 of the EC Treaty) to Ireland and Portugal because their national rules on hallmarking of precious metals violate EC Treaty rules on the free movement of goods. Both Ireland and Portugal recognise only a very limited range of fineness standards delivered by independent agencies in their own countries, and require hallmarking articles made from precious metals imported from other Member States to be stamped with a second mark by agencies in their own country attesting to the article's purity. The Commission considers that articles made of precious metals lawfully manufactured and/or sold in another Member State with different fineness standards and

bearing a hallmark delivered in another Member State qualify to be sold in all other Member States without any restriction. In the Commission's view, the requirements imposed by Ireland and Portugal for such hallmarking items imported from other Member States to bear a second mark delivered in their own country constitutes a violation of EC Treaty rules outlawing technical barriers to trade in goods (Article 30).

The Commission's view is based inter alia on the case law of the Court of Justice (case C-293/93 of 15/9/94). Ireland and Portugal will have to reply to the reasoned opinions within 40 working days of receipt. In the absence of satisfactory replies, the Commission may refer the Member States in question to the Court of Justice.

For more information, please contact
Margarida Balseiro
DGXV/B-2
TEL: (+32.2)295 31 54
FAX: (+32.2)295 47 80
E-mail: B2@dg15.cec.be

Marchés publics:

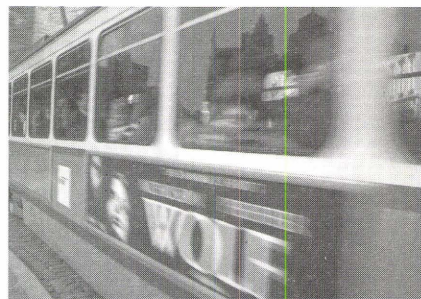
L'affaire des bus wallons tranchée en faveur de la Commission

Dans son arrêt du 25 avril 1996¹ la Cour de Justice a donné raison sur toute la ligne à la Commission qui reprochait à la Belgique d'avoir violé les règles communautaires concernant l'attribution des marchés publics¹. La Société Régionale Wallonne des Transports (SRWT) avait pris en compte, lors d'une procédure ouverte pour la fourniture de bus, des modifications de l'offre de l'entreprise EMI, un des soumissionnaires, qui lui étaient parvenues après la date limite de réception des offres. Ces modifications concernaient notamment la consommation de carburant, la fréquence des remplacements du moteur et de la boîte de vitesse. Tenant compte des notes complémentaires d'EMI, la SRWT avait modifié sa décision d'attribution et commandé la plus grosse part du marché à l'entreprise EMI. Un des autres soumissionnaires avait déposé plainte auprès de la Commission qui a porté l'affaire devant la Cour.

Cet arrêt apporte plusieurs clarifications importantes. La Cour établit tout d'abord le fait que les directives communautaires

sont applicables même lorsque l'entité adjudicatrice et les soumissionnaires sont de même nationalité, ce qui était le cas dans cette affaire. Ensuite, la Cour se base sur le principe de l'égalité de traitement des soumissionnaires et, pour la première fois, sur le principe de la transparence, pour condamner le fait que la SRWT ait pris en compte des modifications de l'offre faites après la date limite de réception des offres. Pour la première fois également, la Cour s'est prononcée sur la question de savoir si une entité adjudicatrice peut prendre en compte des "suggestions" d'un soumissionnaire. EMI avait indiqué dans une note postérieure à la date limite de soumission que l'utilisation de ses autobus permettait d'importantes économies. La Cour a indiqué qu'il ne pouvait être tenu compte de cette "suggestion" car elle ne figurait pas parmi les critères d'attribution du marché.

¹ Affaire C-87/94, *Commission contre Royaume de Belgique*.



Pour plus d'informations, vous pouvez contacter
Marianne Muller
DGXVB-3
TEL: (+32.2)295 49 04
FAX: (+32.2)296 09 62
E-mail: B3@dgl5.cec.be

Marchés publics:

L'Allemagne déboutée dans l'affaire "dragage de l'Ems"

Dans son arrêt du 28 mars 1996 concernant l'affaire du dragage de l'Ems inférieure¹, la Cour de Justice a tranché en faveur de la Commission. L'affaire concerne un marché de travaux dans le Land de Basse-Saxe passé par le "Wasser-und Schifffahrtsamt Emden" par procédure négociée sans publication préalable d'un avis d'adjudication. L'autorité du Land de Basse-Saxe avait révoqué au cours de la procédure une autorisation déjà donnée antérieurement obligeant ainsi le pouvoir adjudicateur à refaire une partie de la procédure administrative. Ce-dernier avait alors eu recours à la procédure négociée prévue par la directive sur les marchés publics de travaux en cas d'urgence impérieuse dont les raisons ne sont ni prévisibles, ni imputables au pouvoir adjudicateur².

La Commission avait contesté que cette disposition était applicable en l'occurrence et la Cour lui a donné raison. Le fait qu'une entité qui doit donner son accord à un projet soulève, avant la date limite prévue à cet effet, des objections pour des raisons qu'elle est en droit de faire valoir, constitue un élément prévisible dans le déroulement de la procédure d'approbation des plans, a indiqué la Cour. En conséquence, le refus du gouvernement de la région de Weser-Ems de donner son accord au projet de dragage ne saurait être considéré comme un événement imprévisible pour les pouvoirs adjudicateurs au sens de l'article 5 de la directive.

¹ Affaire C-318/94

² Il s'agit de l'article 5 de la directive 89/440/CE.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter
Matthias Petschke
DGXVB-3
TEL: (+32.2)296 68 67
FAX: (+32.2)296 09 62
E-mail: B3@dgl5.cec.be

Breaches of EC law:

Court further clarifies Member States' liabilities to pay damages

Where a Member State **incorrectly** transposes a Directive into Community law, an individual or business can seek financial compensation from the Member State concerned if three conditions are met: the Directive in question confers rights on individuals, the breach is sufficiently serious and if there is a direct causal link between the incorrect transposition and the damage sustained by the injured parties. This was the judgement handed down by the EC's Court of Justice on 26 March 1996 when ruling on Case C-392/93, *British Telecom*. The ruling therefore extends to cases of incorrect transposition of Directives the Court's case law concerning Member States' liabilities to pay damages to individuals and businesses for violations of Community law laid down in the Court's 5 March ruling on joined cases C-46/93 and C-48/93, *Brasserie du Pêcheur and Factortame* (see last issue of Single Market News).

The *British Telecom* case concerned a question referred by the English High Court over whether *British Telecom* could seek damages from the UK Government because it had suffered injury as a result of the UK's interpretation of Directive 93/38/EEC on public procurement procedures to be followed by entities in the water, energy, transport and telecommunications sectors. The interpretation in question concerned particularly the rules in Article 8(1) of the Directive on exemption of certain services from the scope of the Directive.

Although the Court ruled that in general Member State governments could be liable to pay damages for incorrect transposition of a Directive, it stated that in this particular case, the Directive's provisions were insufficiently clear for the UK Government to be held responsible for a serious breach of Community law, so that the UK Government was not liable to pay damages to BT.

For more information,
please contact
John Reinach,
DGXV/B-3
TEL: (+32.2)295 49 06
FAX: (+32.2)296 09 62
E-mail: B3@dg15.cec.be

Arrêts février/mars 1996

- Arrêt de la Cour du 13 février 1996 dans les affaires jointes C-197/94 et C-252/94: demandes de décision préjudicielle du tribunal de grande instance de Dac et du tribunal de grande instance de Quimper - impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, droit d'apport, fusion des sociétés, exonération (Journal Officiel CE N°C133 du 4/5/96).
- Arrêt de la Cour du 15 février 1996 dans l'affaire C-226/94: demande de décision préjudicielle du tribunal d'Albi - distribution d'automobiles, règlement CEE N°123/85, opposabilité aux tiers, revendeur indépendant (JOCE N°C133 du 4/5/96).
- Arrêt de la Cour du 15 février 1996 dans l'affaire C-309/94: demande de décision préjudicielle du tribunal de commerce de Lyon, distribution d'automobiles, règlement CEE N°123/85, opposabilité aux tiers, importateur parallèle, cumul des activités de mandataire et revendeur indépendant.
- Arrêt de la Cour du 7 mars 1996 dans

l'affaire C-360/93: Parlement européen contre Conseil et autres, annulation de la décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord entre la Communauté et les Etats-Unis concernant la passation de marchés publics (JOCE N°C133 du 4/5/96).

- Recours introduit le 5 mars 1996 par la Commission contre la France (affaire C-60/96): exonération de TVA pour la location de certains biens meubles contrairement à la 6ème directive relative aux taxes sur le chiffre d'affaires qui réserve cette exonération à la location de biens immeubles (JOCE N°C133 du 4/5/96).
- Arrêt de la Cour du 5 mars 1996 dans les affaires jointes C-46/93 et C-48/93: demandes de décisions préjudicielles du Bundesgerichtshof et de la High Court of Justice, *Brasserie du pêcheur/Factortame*, principe de la responsabilité d'un Etat membre pour les dommages causés aux particuliers par des violations du droit communautaire qui lui sont imputables.

Au Journal Officiel CE

■ N°C109 du 15/4/96

- Question parlementaire E-3318/95 posée par Reimer Böge (PPE) à la Commission concernant la directive 83/182/CEE relative aux franchises fiscales en matière d'importation temporaire de certains moyens de transport.

■ N°C112 du 17/4/96

- Question parlementaire P-3555/95 posée par Daniel Féret (NI) à la Commission concernant la non-application par les Etats membres des directives CEE dans le domaine des assurances.

■ N°C115 du 19/4/96

- Proposition de directive instituant un mécanisme de reconnaissance des diplômes pour les activités professionnelles couvertes par les directives de libéralisation et portant mesures transitoires et complétant le système général de reconnaissance des diplômes.

■ N°C116 du 20/4/96

- Procédure ouverte pour une étude préliminaire d'évaluation d'une étude principale sur l'application effective des principes communautaires de libre circulation des marchandises et de reconnaissance mutuelle dans les réglementations nationales non harmonisées.

■ N°C122 du 25/4/96

- Question parlementaire E-3289/95 posée par Arie Oostlander (PPE) à la Commission concernant la reconnaissance des doctorats scientifiques.

■ N°C124 du 27/4/96

- Proposition modifiée de directive relative à l'accès au marché de l'assistance en escale dans les aéroports de la Communauté (COM(96)75 final).

■ N°C129 du 2/5/96

- Avis du Comité Economique et Social (CES) sur la proposition de directive relative à l'accès au marché de l'assistance en escale dans les aéroports de la Communauté.
- Avis du Comité des régions sur la proposition de directive relative au droit des ressortissants de pays tiers de voyager à l'intérieur de la Communauté et à la proposition de directive relative à la suppression des contrôles sur les personnes aux frontières intérieures.

■ N°C134 du 6/5/96

- Position commune du Conseil N°21/96 du 28 mars 1996 en vue de l'adoption d'une directive relative à l'accès au marché de l'assistance en escale dans les aéroports de la Communauté.

■ N°C137 du 8/5/96

- Question parlementaire P-3223/95 posée par Daniel Cohn-Bendit (V) à la Commission concernant la reconnaissance du titre universitaire français de docteur en Allemagne.

- Question parlementaire E-16/96 posée par Gunilla Carlsson (PPE) concernant l'application et la transposition des directives marchés publics.

- Question parlementaire E-94/96 posée par Jorge Hernandez Mollar (PPE) à la Commission concernant la reconnaissance des titres et qualifications.

■ N°C142 du 14/5/96

- Proposition modifiée de directive sur la protection juridique des dessins et modèles.

■ N°C146 du 21/5/96

- Rectificatif concernant l'appel d'offres pour le programme d'échange de données entre les administrations (IDA).
- Rectificatif concernant un appel d'offres pour la prestation de conseils d'experts relatifs à certains aspects d'étude de services financiers.

■ N°C148 du 22/5/96

- Programme IDA: avis de marché/procédure ouverte.

■ N°L122 du 22/5/96.

- Directive 96/30/CE du 13 mai 1996 modifiant la directive 94/80/CE fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils n'ont pas la nationalité.

- Décisions de la Commission du 20 décembre 1995 refusant les autorisations demandées par la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni d'adopter des mesures de sauvegarde concernant les produits pharmaceutiques en provenance d'Espagne.

Single Market news

SINGLE MARKET NEWS

Editeur Responsable:
John Farnell DGXV A-1,
Commission européenne
200, Rue de la Loi
B-1049 Bruxelles
Tél.: (322)295 63 97
Fax: (322)296 09 50
295 43 51

Rédaction:
Corinne Cerf
Tél.: (322)512 56 61
Fax: (322)512 76 20

Abonnements:
Marisa Banasiak
Fax: (322)296 09 50
295 43 51

Printing:
Die Keure - Brugge

Cover Photograph:
Eureka Slide

Publication gratuite

Périodique 5 fois / an
Bureau de dépôt
8000 Bruges I

Reproduction autorisée, sauf à des fins
commerciales, moyennant mention de la source

The contract for the design, printing and distribution of Single Market News was subject to competitive procurement procedures in line with EC Directives to ensure value for money.

Single Market News is also available on the Commission's World Wide Web server EUROPA URL = <http://europa.en.int/en/comm/dg15/dg15home.html>